

SEPTIÈME ANNÉE.

1898-1899

8^e H

7497

La Revue Antimaçonnique

SOMMAIRE

A nos Amis	1
La Guerre maçonnique	5
Le Complot de Madagascar	17
La Dépopulation et la F.-M.	26
Opinions sur le Moyen Âge	44
Les Provinces françaises	26



Sur tutelle MICHAËL

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 5, Rue de l'Odéon, PARIS (VI)

La Revue Antimaçonnique paraît le 15 de chaque mois.

L'Abonnement : 12 fr. par an.

Le Numéro : 1 fr. 50

Les abonnements partent du 1^{er} Janvier ou du 1^{er} Juillet de chaque année.

La Revue Antimagonnique

SEPTIÈME ANNÉE. — *Deuxième Série.*

N° 13. — Année 1916.



Sub infela Michaëlla

Rédaction et Administration :
5, Rue de l'Odéon — PARIS (VI^e).

8° H
7497

R 218 362

Service de Librairie de la « Revue Antimaçonnique »

5, rue de l'Odéon, à Paris (VI^e)

Les ouvrages énumérés ci-après sont en vente dans nos bureaux aux prix marqués. Toute personne justifiant de sa qualité d'abonné à la « Revue Antimaçonnique », de membre de la « Ligue Française Antimaçonnique », ou de ligueuse de la « Ligue Jeanne-d'Arc », aura droit à une réduction de 10 % sur les prix indiqués. Pour jouir de cet avantage, nos abonnés et ligueurs n'auront qu'à adresser leurs commandes de livres au

Service de Librairie de la « Revue Antimaçonnique »

5, rue de l'Odéon, à Paris (VI^e)

L'envoi leur sera fait dans le plus bref délai

OUVRAGES RECOMMANDÉS :

- BARRUEL** : Mémoires pour servir à l'Histoire du Jacobinisme (très rare). Cinq volumes grand in-8° 40 »
- DESCHAMPS** : Les Sociétés secrètes et la Société (très rare). Trois forts volumes in-4° 50 »
- Le Répertoire Maçonnique**, contenant les noms de 36.000 francs-maçons de France et des colonies. Un fort volume in-8° 7 50
- FLAVIEN BRENIER** : Les Juifs et le Talmud, morale et principes sociaux des Juifs d'après leur livre Saint, le Talmud, avec un aperçu des circonstances historiques dans lesquelles le peuple Juif renonça à la loi de Moïse. Ouvrage honoré de l'approbation de L. L. Em. Em. les cardinaux Rampolla, Ferrata et Vincenzo Vannutelli . . . 1 50
- FLAVIEN BRENIER** : Le Vieux Dieu allemand (avec une préface de Maurice Barrès, de l'Académie française). Etude historique sur les origines des Germains, leur mythologie, et la résurrection de l'Odinisme dans l'Allemagne contemporaine. Un volume in-8° . . . 2 »
- LE CHEVALIER GUGENOT DES MOUSSEaux** : Le Juif, le Judaïsme et la Judaïsation des peuples chrétiens) édition revue et corrigée, Paris, 1886). Ce célèbre ouvrage, qui a coûté la vie à son auteur, mort empoisonné, a été systématiquement détruit par les Juifs et il n'en subsiste que de rares exemplaires. Un fort vol. in-8° de 543 pages. . . 25 »
- Mgr DELASSUS** : La Conjuration antichrétienne (ouvrage très recommandé, véritable somme des connaissances antimaçonniques). Trois forts vol. in-12. 10 »
- LOUIS PRACHE** : La pétition à la Chambre contre la Franc-Maçonnerie. Ouvrage extrêmement documenté sur le fonctionnement de la Franc-Maçonnerie moderne. Un volume. 3 50
- Mgr LÉON MEURIN, S. J.**, évêque de Port-Louis : La Franc-Maçonnerie, synagogue de Satan. Savante étude sur le symbolisme maçonnique et les doctrines secrètes de la Kabbale juive. Indispensable pour l'étude approfondie de la question maçonnique. Un volume de 560 pages, grand in-8°, avec planches explicatives. Très rare . . . 25 »
- DON PAUL BENOÎT** : La Cité Antichrétienne : La Franc-Maçonnerie. Analyse méthodique de toutes les sources documentaires existant sur la question maçonnique. Deux forts volumes in-12. 10 »
- CRÉTINEAU-JOLY** : L'Eglise Romaine en face de la Révolution. Célèbre ouvrage contenant la reproduction des papiers secrets de la Haute Vente Carbonariste. Bref d'approbation de S. S. Pie IX. 8 »
- Abbé Emm. BARBIER** : Les Infiltrations maçonniques dans l'Eglise. Un volume in-8° 3 50
- NEL ARIÈS** : Le Sillon et le mouvement démocratique. Un vol. in-12 3 50
- LOUIS HOSOTTE** : Histoire de la Troisième République (1870-1910). Ouvrage indispensable dans la bibliothèque de tout homme politique et de tout comité d'opposition; documentation très abondante sur tous les événements contemporains. Un fort volume in-8° de 850 pages, avec plusieurs tables 7 »

Nous recommandons aux lecteurs de la « Revue Antimaçonnique » de s'adresser pour leurs achats aux Maisons signalées aux annonces.



Septième Année.

Numéro de 1916.

A NOS AMIS



UNE nouvelle année de guerre vient de s'achever, avec son funèbre cortège de sacrifices et de souffrances. Et il est encore impossible d'entrevoir le terme de la lutte atroce qui déchire l'Europe depuis trente mois. Viendra-t-elle en 1917, la victoire nécessaire, indispensable, qui consacrera — si nous savons lui faire porter tous ses fruits — le relèvement de notre patrie? Nous l'espérons, sans oser l'annoncer comme assuré...

A l'heure de l'agression patiemment et traîtreusement préparée contre elle, la France a été sauvée par l'héroïsme de ses enfants, par leur ténacité, digne des meilleures heures de son Histoire. Mais elle a payé et elle paie encore d'une effroyable rançon de sang et d'or l'insuffisante préparation militaire et les fautes politiques et diplomatiques dues à un Régime maçonnisé. Tout ce que les « prophètes de malheur » de l'Antimaçonnerie annonçaient aux Français incrédules, pendant les années qui précédèrent 1914, s'est tragiquement réalisé. Nous vaticinions encore, certifiant l'imminence de la tempête, et déjà celle-ci éclatait sur nous.

Paradoxe déconcertant! Ce que nous vivons depuis trente mois n'a été possible que parce que la France s'était laissé

bercer, surtout depuis quinze ans, par les rêveries maçonnico-humanitaires. Une torpeur fatale engourdissait jusqu'aux meilleurs eux-mêmes et les rendait sourds aux avertissements les plus solennels. Aujourd'hui que le sang de ses fils coule à flots pour racheter tant de scepticisme, il semble que notre patrie devrait bouillonner de haine contre ceux qui l'ont conduite jusqu'au bord de l'abîme, et aussi de reconnaissance envers ceux qui s'étaient dévoués à la mettre en garde et à lui ouvrir les yeux... Nous ne distinguons, hélas ! rien de pareil.

Les mêmes hommes qui désarmaient la France et la trompaient à l'heure où l'Allemagne aiguïsait son poignard, sont aux affaires à la fin de 1916, comme ils l'étaient au début de 1914. Ceux qui combattaient alors la loi de trois ans et la « folie des armements » sont même spécialement chargés du soin de compléter notre outillage de guerre. L'emprise maçonnique sur le haut commandement militaire et sur les grands services publics va de jour en jour en s'affirmant. Nous lui devons — les FF. : Marcel Sembat, Clémentel, Albert Thomas, Sarrail, etc., *regnante* — la crise du charbon, la désorganisation des ravitaillements civils, les grèves dans les fabriques de munitions et l'invraisemblable tournure prise par cette expédition de Salonique, qui fournira un inépuisable thème d'hypothèses aux chercheurs et curieux des temps futurs. La France assiste à ce spectacle tragique. En est-elle émue ? fait-elle entendre une protestation, même discrète ?... Nullement !

Et, réciproquement, avons-nous vu un élan de sympathie se produire en faveur des Ligues et des Journaux qui, avant la guerre, avaient accompli tout leur devoir en démasquant le plan de l'Allemagne et les facilités que celle-ci trouvait dans la politique maçonnique du gouvernement français ? Leur est-il venu de nouveaux concours ?... Une brève statistique permet de répondre : à Paris seulement, quatre grands journaux quotidiens catholiques ont cessé de paraître, faute des ressources indispensables, que leur clientèle ne leur fournissait plus. Plus de dix revues parisiennes, à tendances similaires, sont dans le même cas. En Province, les ravages

sont plus grands encore... Même les publications et les groupements qui ont pu résister ont grandement souffert.

Il semble que le peu de clairvoyance qui restait aux Catholiques en matière de politique et de presse ait achevé de disparaître. Les nouvelles feuilles quotidiennes ou hebdomadaires qui font de temps en temps leur apparition, sont toutes radicales ou socialistes, et, en tout cas, anticléricales. La propagande infâme dont notre pays a failli mourir s'intensifie ainsi sous nos yeux. Et le contre poison, déjà mesuré au compte-gouttes avant la guerre, menace de faire complètement défaut. Graves considérations, qui devraient s'imposer à l'optimisme béat de ceux qui se dispensent actuellement de tout effort sous prétexte que « la guerre aura changé bien des choses ». Son résultat politique le plus clair aura justement été, à votre avis, de mettre les éléments sains de la nation en état de moindre résistance en face des éléments corrompus.

Il ne dépend pas de nous seuls de porter remède à un mal aussi général, qui résulte autant d'un déplorable égoïsme humain que d'une conception erronée de l'*Union Sacrée*. Tout ce que nous pouvons faire est de travailler, dans notre sphère, à rendre toute sa force au mouvement antimaçonnique — dans lequel tous les Pontifes romains ont vu, depuis deux siècles, un des éléments essentiels de la sécurité de l'Église.

En dix années d'existence, notre groupement, par des articles, des brochures et des conférences, a accompli une œuvre considérable ; dans nos bureaux, autour des modestes tables de travail qui réunissent nos collaborateurs, des idées ont été énoncées, des formules proposées, qui ont eu un écho, au moins momentané, dans la conscience française. Ceux qui en douteraient n'ont qu'à se rappeler quelle était l'ignorance du public, il y a dix ans, au sujet du péril maçonnique. Aujourd'hui, si la France n'arrive pas encore à réagir politiquement contre la domination des Loges, elle sait du moins que le franc-maçon est un être dangereux ; elle le subit en tant que collectivité, mais, individuellement, elle le méprise et elle le hait. Il y a là un grand progrès.

Que faudrait-il pour faire un pas de plus, pour assurer la « défense intérieure » de notre pays contre la Secte qui s'est acharnée à nous désarmer en face de la menace allemande ? Simplement accroître notre effort dans des proportions suffisantes. En dix ans, la *Ligue Française Antimaçonnique* a organisé cinq cents conférences ou réunions et mis en circulation 150.000 fascicules. Que ces chiffres soient prochainement décuplés et l'étrange atonie de l'opinion française prendra fin. Alors, mais alors seulement, « la guerre aura changé bien des choses ».

Nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs de méditer les considérations qui précèdent.

La *Revue Antimaçonnique*, condamnée à une inaction relative, pendant l'année 1916, par la mobilisation de la plupart de ses collaborateurs, va reprendre, à partir de 1917, sa publication régulière et ses réunions.

Elle compte que tous ses amis feront leur devoir.

LE COMITÉ DE DIRECTION.





LA GUERRE MAÇONNIQUE

D^N de nos plus dévoués ligueurs, M. Paul Darcy, qui connaît à fond l'Allemagne pour l'avoir habitée et pour en avoir étudié de près l'organisation politique et économique, la vie intellectuelle et les tendances morales, nous a envoyé il y a quelques mois les pages suivantes, crayonnées au front, où il accomplit son devoir de Français.

Ces pages, dans leur forme brève et hâchée, se ressentent du décor au milieu duquel elles ont été écrites. Ce sont des notes hâtives, prises dans un gîte de hasard, entre deux promenades sous les obus. L'auteur n'a visé à aucun effet de style et il a resserré sa pensée jusqu'à l'exprimer avec une sécheresse algébrique. Mais nos lecteurs pourront apprécier la clarté qui se dégage de la précision de l'idée générale et de l'ordonnance logique des faits.

Ils n'en seront que plus désireux de connaître un jour le grand ouvrage, sur le Pangermanisme, auquel Paul Darcy travaillait quand la guerre a éclaté.

La France est un pays de traditions catholiques. Les périodes de l'histoire où elle fut grande coïncident avec celles où elle eut un gouvernement catholique et où elle fut, en somme, « la fille aînée de l'Église ». Par contre, les périodes de décadence par lesquelles elle a passé ont toujours coïncidé avec les offensives de l'anticléricisme. La décadence de la France serait un affaiblissement pour

Rome puisque toute diminution française a pour corollaire une augmentation d'influence d'une puissance luthérienne et ANTICATHOLIQUE (malgré certaines apparences) : l'Allemagne.

L'Autriche-Hongrie, puissance catholique, joue vis-à-vis du Saint-Siège, un rôle analogue à la France. *Les puissances maçonniques ont donc intérêt à affaiblir ces deux puissances.* La guerre actuelle avait pour but, dans l'esprit de ses promoteurs, tout à la fois d'anéantir la France et de préparer l'incorporation de l'Autriche à l'Allemagne sous forme d'un grand duché quelconque.

Les Juifs ont tout intérêt à lier leur cause à celle de l'Allemagne. En effet :

a) La décatholicisation de l'Allemagne est profonde. Cette nation a un caractère spécifiquement schismatique. C'est la terre d'élection de Luther, Kant et Fichte, des « vieux catholiques », du modernisme, du matérialisme et du monisme (Helvétius, d'Holbach, Heckel, etc. — C'EST LA TERRE D'ÉLABORATION DU SOCIALISME EUROPÉEN : MARX, EDEL, etc.

b) Malgré certaines apparences (difficultés pour les Juifs de pénétrer dans l'armée) il y a de grandes affinités entre l'intellectualisme juif et l'intellectualisme allemand. Orgueil vis-à-vis des faibles, platitude devant les forts. Infiltration lente, naturalisations d'emprunt, espionnage. Le youddisch, jargon allemand parlé par tous les Juifs des pays slaves et s'écrivant en caractères hébreux (il y a de nombreux journaux juifs allemands, en Allemagne et ailleurs, *rédigés en allemand mais en caractères hébreux, fait unique, je crois*). Mariages mixtes extrêmement nombreux, surtout dans l'Allemagne du Nord. Nombreux pasteurs à noms juifs de l'église luthérienne.

c) *Il y a une haine universelle du Juif contre le Slave en général et le Russe en particulier.* Cette haine est réciproque. Ce n'est guère qu'en Russie qu'on parle de sacrifices rituels et de pogroms. C'est en Russie que l'antisémitisme est le plus vivace. Il y est tout à fait instinctif. Ce sont presque uniquement dans les pays slaves que les Juifs utilisent le youddisch. En raison du pullulement des Juifs en Russie et de leur attitude antislave, les Russes ont dû prendre des mesures de représailles contre eux, ce qui a excité la haine universelle du Judaïsme contre le « Tsarisme », etc. Toute la population juive des états balkaniques et de la Turquie, tout le monde jeune-turc mené par elle, a été violemment émotionné par les événements balkaniques et ne songe, depuis ce temps, qu'à arrêter le développement du Slavisme. J'ai lu des journaux JUIFS de Salo-

nique, rédigés en français, outrageusement gallophobes, slavophobes et germanophiles.

♦♦

Ces principes étant posés nous étudierons :

A. La doctrine pangermanique. *Ses aspirations démocratiques et anticléricales.*

B. L'organisation de la ligue pangermanique, véritable *état-major* superposé à d'innombrables et puissantes filiales ayant chacune leur rôle particulier à jouer.

C. La concordance de l'action maçonnique et pangermanique en Europe depuis 1848 jusqu'à nos jours.

D. L'action pangermanique depuis le début de la guerre.

A. Le Pangermanisme démocratique et anticléricale.

On connaît *grosso modo* la doctrine du Pangermanisme. Elle consiste à préparer la formation d'un grand état de l'Europe centrale ou Berlin jouerait le rôle de Rome dans l'antiquité. A cet état seraient incorporés les peuples « germaniques » voisins, Belges, Suisses, Baltés de Russie, Autrichiens, etc. La France serait rendue inoffensive par l'imposition de frontières désastreuses, l'Autriche transformée en satellite de Berlin, sa dynastie détruite, pour devenir un état vassal analogue à Bade ou à la Bavière. La *pax germanica*, pour parler comme Guillaume II dans je ne sais quel discours célèbre, remplacerait la *pax romana*. L'hégémonie mondiale passerait donc à une dynastie protestante régnant de Hambourg à Trieste et peut-être à Salonique.

La doctrine et son historique n'ont pas à être étudiés ici, mais il faut noter deux choses :

I. *Les Pangermanistes ne sont conservateurs qu'à Berlin*, ce qui est naturel puisqu'ils travaillent pour le roi de Prusse. Dans le reste de l'Allemagne, ils sont libéraux et peu tendres pour les dynasties locales, surtout dans les régions catholiques. En Autriche, les pangermanistes, ouvertement hostiles aux Habsbourgs et prussophiles, sont très avancés. Ils se recrutent dans le parti radical et anticléricale.

C'est la continuation pure et simple du mouvement de 1848 canalisé par Bismarck. Tous les journaux pangermanistes, tous les ouvrages et brochures définissant la doctrine parlent au nom du peuple allemand et jamais au nom du Kaiser de Berlin, leur chef

cependant, sauf dans quelques journaux Berlinoïses. Leur expression favorite est « unser Volk », notre peuple.

II. *Les Pangermanistes sont par essence anticléricaux.* L'« anti-romanisme » figure au premier plan dans les statuts de la ligue Pangermaniste. Plusieurs ligues affiliées n'ont que ce but. Exemples : ligue Évangélique, ligue Gustave Adolphe, ligue Anti-ultramontaine, etc., etc. C'est en effet la conséquence de la doctrine. La glorification de la race aboutit au culte de tout ce qui a été enfanté par elle et au mépris des créations des autres races. Le Christianisme, pour ces mystiques d'un nouveau genre, est la religion des peuples latins, ou plutôt méditerranéens, c'est-à-dire « chaotiques ».

Et les fidèles du Pangermanisme voguent entre la libre pensée pure, le « Christianisme germanique » luthérien, qui n'a plus guère de chrétien que le nom, et une sorte d'exhumation historico-mystico-patriotique des « vieux dieux » de la Germanie. Il y a une société d'*Odin*, vaguement protestante, anticléricale avec hystérie et j'ai feuilleté des brochures prônant une nouvelle renaissance de la mythologie uniquement et purement germanique.

Si cette mythologie semble être une fantaisie d'intellectuels excités, admise en tant que symbole, l'anticléricisme ou plutôt l'antiromanisme est inséparable du Pangermanisme. Les journaux pangermanistes sont tous anticléricaux. L'un des plus célèbres, la *Gazette du Rhin et de la Westphalie*, organe des industriels de la Prusse rhénane catholique, est aussi violente que notre *Lanterne*. Cette attitude étonne au premier abord, car le Centre allemand passe pour être très gouvernemental. Mais il ne faut pas oublier que le « tour de valse » du Centre avec Guillaume ne date que de 25 ans. Pour Bismarck, le Catholicisme a toujours été ennemi de la *Kultur*, ou mentalité luthériano-païenne, et la lutte pour la *Kultur* ou *Kulturkampf* était pour lui un article de foi. Ce sont des convenances politiques seules qui ont amené « l'apaisement ». Il fallait contrebalancer la Social-Démocratie encore indépendante. N'oublions pas que Guillaume a fait ce qu'il a pu pour se débarrasser du Centre en 1907, quand Bulow a fait les élections avec cette seule idée : l'anticléricisme, et a réussi à former un bloc avec des hobereaux prussiens unis à des libéraux et aux socialistes du Sud et de l'Ouest.

Trop de choses séparaient les membres de ce bloc pour qu'un gouvernement fut possible. On s'est de nouveau allié avec le Centre. Mais nous savons que ce Centre se modernisait outrageusement à

mesure qu'il devenait plus impérialiste et plus servile. On connaît le rôle des syndicats chrétiens, mi-protestants, mi-catholiques. On sait aussi que le chef actuel du Centre est d'origine juive.

B. Organisation.

L'organisation du Pangermanisme est multiple.

Étudions 1° la ligue Pangermaniste elle-même ; 2° les ligues affiliées :

I. LA LIGUE PANGERMANISTE PROPREMENT DITE n'a pas *en apparence* une importance énorme et *semble* n'être qu'une ligue turbulente, facile à désavouer. Mais ce n'est qu'une apparence.

Il convient de l'étudier plus sérieusement.

Elle a été fondée vers 1883, à Francfort, en même temps que la Ligue Coloniale, par un professeur d'université. Après des débuts difficiles, où la *question juive* semble avoir joué un grand rôle. (les documents que j'ai vus effleurent cette question avec tant de prudence qu'on ne sait trop que penser), la ligue fut dissoute, puis reformée sur de nouvelles bases. Parmi les fondateurs de la première heure, il y a beaucoup d'universitaires, de professeurs illustres tels *Harnack*, de députés connus tels *Bennigsen*, franc-maçon éminent — qui fut le fondateur, dès Sadowa, du parti national-libéral bismarckien et prussophile rhénan.

J'y ai remarqué plusieurs noms à désinence juive.

Depuis 1894 l'organisation du parti est la suivante :

1° Un comité exécutif de 5 membres, nommé par un comité directeur d'une cinquantaine de membres, élu lui-même par un comité administratif d'environ 150 à 200 membres, élu lui-même par l'assemblée générale annuelle.

La ligue comprend les membres d'honneur (princes et gros cotisants), les membres actifs, assemblés dans des sections locales, réunies elles-mêmes en groupes provinciaux. Il existe en outre un certain nombre de mandataires spéciaux, munis de pouvoirs assez étendus et appelés *Hommes de confiance* (*Vertrauensmänner*). Ces membres sont attachés aux groupements régionaux et dépendent directement du Comité central de Berlin. Il y a peut-être là une direction occulte qui pourrait être distincte de celle de Berlin.

Toutes les sociétés dont les sentiments s'accordent avec ceux de la ligue peuvent demander leur affiliation. Le manuel officiel de la ligue renferme de plus 200 *noms d'associations, unions, etc.*, qui lui sont affiliés.

Nous étudierons les principales d'entre elles. Notons dès à présent :

1^o Que la plupart de ces sociétés ont une organisation à peu près analogue à celle de la ligue Pangermanique. (Les trois mêmes comités, les hommes de confiance, etc.).

2^o Ces ligues ont dans leurs comités beaucoup de *membres communs*.

Parmi les 5 membres du comité exécutif de la ligue Pangermaniste, je citerai le général Keim, l'amiral Breusing, l'avocat Class. Les membres des autres comités sont des professeurs d'université, de lycée, quelques instituteurs, quelques pasteurs de haut rang, des avocats, assez peu de militaires. (Ces derniers ne figurent en nombre que dans les sections locales).

D'après l'annuaire officiel, les ligues affiliées les plus intéressantes sont les suivantes.

II. SOCIÉTÉS AFFILIÉES

1^o *Ligue des marches de l'Est (Ostmarkverein)* fondée sur l'initiative de Bismarck par Tiedemann, l'un des trois Hakatistes. L'affaire remonte aux premières persécutions polonaises (vers le Kulturkampf). Ce Tiedemann a été un des fondateurs de la ligue Pangermaniste et un membre important de la ligue Evangélique (voir plus loin). A l'heure actuelle ces trois ligues ont les rapports les plus étroits. L'*Ostmarkverein* est très anticlérical, persécute les prêtres polonais et favorise l'immigration en Pologne de colons allemands *uniquement protestants*.

Cette ligue a environ 40.000 membres. Tous les fonctionnaires, pasteurs, colons prussiens importants de Pologne en font partie.

2^o LIGUE POUR LE GERMANISME A L'ÉTRANGER (VEREIN FÜR DAS DEUTSCHTUM IM AUSLAND. — Le président du comité exécutif était le maréchal von der Goltz, fondateur président de la *Jeune Allemagne* (voir plus loin) et F. v. M. de haut rang. Après lui l'un des membres les plus influents a été l'illustre professeur Lamprecht. Cette ligue est très intimement liée avec la ligue Evangélique et la ligue Pangermanique. Son secrétaire général, par exemple, remplissait les mêmes fonctions, il y a cinq ans, à la ligue Pangermanique.

Fondée il y a trente ans sous le nom de SCHULVEREIN (ligue des écoles), cette association porte son nom actuel depuis huit ans.

Comme ce nom l'indique, cette société se préoccupe de conserver l'esprit allemand et prussophile, protestant ou anticlérical,

dans les populations plus ou moins germaniques d'Autriche, des provinces Baltiques, de Suisse, des États-Unis, etc., etc.

Les faux naturalisés à la Delbruck peuvent en faire partie.

Cette ligue a un nombre de ligues affiliées très considérable.

Il y en a une nuée en Autriche (où l'on attire les Autrichiens pour les prussianiser), en Russie, en Turquie, en Amérique, au Brésil, etc., etc.

On jugera de l'importance de cette ligue-mère, d'environ 40.000 membres, quand on saura, par exemple que la seule ligue des « Deutsch-Amerikaner » ou allemands d'Amérique (des États-Unis) renferme 1.500.000 membres. Ce qui est intéressant, c'est que les moindres colonies allemandes à l'étranger sont embri-gadées et que, sous couleur patriotique, on a fondé partout des écoles allemandes pour les enfants de toutes confessions, écoles où l'instituteur cumule souvent ses fonctions avec celle de pasteur.

3° *Ligue Coloniale, semi-officielle*, sorte de doublure du ministère des colonies, en relation ultra intime avec la précédente (germanisme à l'étranger). Cette ligue, présidée par un prince de la famille royale (Mecklembourg), a été fondée vers 1879 à Francfort par le même groupement d'où est sorti la ligue Pangermaniste quatre ans plus tard. Elle a environ 30.000 membres.

4° *Ligue Navale*, sorte de section du ministère de la marine (section de propagande), fondée vers 1895. L'amiral Breusing en fait partie. Aux assemblées générales annuelles, la ligue Pangermanique est représentée.

Plus d'un million de membres. Dans les comités, beaucoup de princes de toutes les parties de l'Empire. A fait beaucoup pour développer l'esprit maritime dans toutes les classes et dans toutes les régions de l'Empire.

5° *Ligue Militaire*. — Fondée en 1912 par le général Keim et l'amiral Breusing, a fait une propagande infatigable pour toutes les lois militaires. Un an après sa fondation, elle renfermait 120.000 membres.

6° *Ligue de la Jeune Allemagne*. — Fondée à la même époque (1911 ou 1912, peut-être un peu avant), par le maréchal von der Goltz. Elle réunit en un faisceau toutes les organisations de boy-scouts allemands.

Cette ligue est formidable. Elle renferme plus de 800.000 membres. Enfants en quantité. Dans de grandes villes de l'Ouest, comme Dusseldorf, il y a plus de 20.000 enfants, presque tous de la classe

ouvrière. Tous sont attirés par la belle organisation et les voyages qu'on leur fait faire presque gratuitement pendant les vacances scolaires. Des dons prodigieux, faits par toutes les grandes banques israélites de Berlin et Francfort, permettent une telle organisation. Mentalité mystico-maçonique. Von der Goltz a présidé, aux environs de Berlin, une réunion kolossale où l'on célébra une sorte de cérémonie bizarre en faveur de « l'Être suprême » (mai 1914).

7° *Ligue antiultramontaine* présidée par le comte von Hoesbroeck (j'écorce le nom), violente à rendre jalouses les manes de M. Homais. Ardente campagne contre les jésuites et les prêtres, et, d'une manière générale, ce chaos latin qu'est Rome.

Un cerveau german ne peut admettre une adhésion à un culte inspiré par l'esprit latin et par des prêtres italiens. Un German pourra être donc indifféremment un adepte du Christianisme épuré ou Christianisme germanique, de la libre pensée, du matérialisme, du paganisme, il pourra être tout, sauf catholique romain.

8° *Ligue Évangélique. Evangelische Bund.* — Fondée depuis bien longtemps (avant 70), elle renferme un nombre considérable de pasteurs, dont plusieurs portent des noms d'origine juive. Beaucoup de fanatisme. Relation avec la ligue Pangermanique, le Germanisme à l'étranger, la Ligue des marches de l'Est.

Environ 800.000 membres. Budget important.

9° *Ligue Gustave-Adolphe.* — Même esprit, même but, même composition — plusieurs centaines de milliers de membres — fondée vers 1830, en Prusse, je crois.

S'est occupée avec ardeur du mouvement pangermaniste anti-autrichien. Société assez mystérieuse et très fermée, comme la précédente. A créé avec la société précédente le mouvement « Los von Rom » en Autriche, mouvement hostile au Catholicisme, aux Habsbourgs (incompatibilité entre une dynastie catholique et un peuple germanique), prussophilie suraiguë. Ce mouvement antidynastique a été créé, de concert avec la ligue Pangermanique d'Autriche qui, bien que sans rapports visibles avec celle de Berlin, agit d'après les mêmes principes et les mêmes méthodes. Cette ligue, ainsi que la Ligue pour le Germanisme à l'étranger, a favorisé le développement, en Autriche allemande et dans la partie protestante de la Hongrie, de petites colonies d'Allemands protestants. C'était un prétexte pour permettre la fondation de temples luthériens et la venue de pasteurs prônant Guillaume — ceux-ci généralement en bons termes avec certains instituteurs faisant souvent

partie d'une sorte de « ligue d'enseignement » anticléricale, dite « Wiener Schulverein », ligue des écoles de Vienne.

Il n'y avait autrefois qu'un *Schulverein* pour Berlin et Vienne. Depuis huit ans les groupements d'Allemagne se sont séparés sous le nom de Ligue Germanique à l'étranger. Les colonies allemandes se sont établies surtout en Styrie, Carinthie, Carniole et Tyrol et les cartes éditées par l'Atlas pangermaniste de Gotha pour représenter ces colonies prussophiles montrent bien que cette colonisation visait spécialement la route de Trieste.

Malgré les sommes d'argent colossales englouties dans cette affaire, il semble que le mouvement n'a pas donné tous les résultats qu'on en espérait. Il a pris d'ailleurs une forme plus silencieuse depuis sept ou huit ans, à la suite de remontrances de Vienne, a-t-on dit. Mais il semble que l'armée et bien des fonctionnaires autrichiens fussent en partie gagnés.

(Voir Chéradame : L'Europe et la question d'Autriche, Plon 1904. Beaucoup de renseignements curieux).

Ne vous semble-t-il pas que l'on sente à travers ces sociétés innombrables quelque chose qui sente la F. . M. . ? Cette idée m'obsède. Et je trouve qu'à cette excitation surpatriotique en Allemagne se lie très bien l'excitation prussophile antiautrichienne comme l'excitation antimilitariste en France avant la guerre de 70 et avant la guerre actuelle.

C. Franc-Maçonnerie pangermanique.

1^o De 48 à 70.

Son but : Donner la suprématie dans l'Europe centrale à une dynastie maçonnique et protestante.

Pour cela :

a) Détruire les tendances particularistes des peuples d'Allemagne fidèles à leurs dynasties, 1848. Congrès de Francfort. Les partis nationaux et libéraux conduits par le F. . M. . illustre Bennigsen (fondateur en 1883 de la ligue Pangermanique) et soumis à Bismarck ;

b) Abaisser l'Autriche catholique (Sadowa) ;

c) Abaisser la France catholique (Sedan et échec du 16 mai).

2^o De 1898 à 1914.

La République, malgré les semences d'anarchie qu'elle porte, laissait subsister l'armée, toujours à craindre malgré l'abandon de

l'idée de revanche. Cette armée allait recevoir un canon merveilleux. L'alliance avec la Russie pouvait devenir inquiétante en cas de changements toujours possibles en France.

Le but de l'affaire Dreyfus, affaire éminemment juive, serait :

a) De compromettre un instant l'adoption du 75 (Mercier et Deloye sacrifiés) ;

b) De détruire notre service des renseignements et par conséquent d'intensifier l'espionnage allemand ;

c) De détruire le haut commandement. (Excitations parlementaires et délation) ;

d) De détruire le patriotisme par la propagande antimilitariste si contraire au vieil esprit français. (Parmi les manifestations pacifistes, je m'en rappelle une, décrite par Franc Nohan, dans ses fiches de l'*Écho de Paris*, dans laquelle, au cours d'une séance un peu bizarre, l'assemblée voit apparaître une femme nue représentant la *Paix* sous les traits de la *Germania*. Cela en février 1913, je crois).

e) De compromettre la mobilisation en France et chez nos alliés en créant des grèves répétées dans les services publics (indispensables et d'importance capitale en cas de mobilisation), en faisant chez les agents de ces services une propagande en faveur de la « guerre à la guerre » et du sabotage en temps de guerre. Exemple : Grèves des chemins de fer. Grèves des P. T. T. Grèves des inscrits maritimes. Grèves dans les régions convoitées par l'ennemi (rappelez-vous, dans les grèves de Champagne, les nombreuses affiches acceptant le roi de Prusse !) etc., etc.

Ces mouvements avaient eu leur répercussion, au moment d'Agadir, en Angleterre. (Chemins de fer et dockers.)

D. La guerre maçonnique 1914-1916.

Elle éclate à une époque où l'agitation maçonnique avait compromis les efforts méritoires tentés en faveur de l'armée depuis Agadir. Se rappeler que l'agitation contre les trois ans a été menée par le Grand Orient de France.

La guerre semble bien être le dernier acte de ce grand drame où la F. : M. : travaille jusqu'au bout contre le Catholicisme, la France, l'Autriche et les alliés pour le seul bénéfice de la Prusse.

I. CONTRE LE CATHOLICISME.

a) Les prêtres particulièrement recherchés, tués et martyrisés ;

b) Les cathédrales traditionnelles (Reims, Soissons, Arras) détruites ;

c) La première Université catholique d'Europe, Louvain, particulièrement visée ;

d) La chasse au prêtre se voit aussi bien sur le front occidental que sur le front oriental. C'est ce qui a miraculeusement rapproché des Russes les Polonais ;

e) Les bizarres invocations au « vieux Dieu ».

II. CONTRE L'AUTRICHE.

a) *Il y a eu fusion des armées d'Allemagne et d'Autriche.* Sous un même commandement, troupes autrichiennes contre la France, troupes allemandes déguisées en autrichiennes dans le Trentin, etc., etc., troupes allemandes nombreuses en Galicie et en Bukovine. L'état-major de Berlin maître absolu. Les chefs autrichiens remplacés, à la tête des armées, par des Boches.

b) *Enthousiasme peut-être artificiel en Autriche en faveur de Guillaume II.* Les journaux en ont cité de nombreux exemples. Plusieurs municipalités, et en tête celles de Vienne et de Budapesth, ont donné le nom de place ou boulevard Guillaume II à la principale artère de leurs villes, cela vers le 2 août 1914.

c) *Pacifisme.*

A l'heure actuelle, les organes pacifistes sont outrageusement germanophiles. Ceux des pays neutres le sont extraordinairement, comme l'ont montré les congrès pacifistes réunis à Londres et en Suisse récemment. Les organisations socialistes de ces pays neutres sont également germanophiles même au Danemarck. Il n'y a d'exception qu'en Italie, où le parti est divisé.

Les partis socialistes des pays alliés sont moins germanophiles. Cependant en France, l'*Humanité* et autres journaux du même acabit reçoivent encore des communications de Berlin. En Angleterre, Kair Hardie, Macdonald et autres chefs de Labour Party sont douteux.

La campagne qui se fait jusque sur le front en faveur de la République allemande ne me dit rien qui vaille.

On veut faire croire que lorsqu'une révolution aura balayé Guillaume et l'empereur d'Autriche, une grande République allemande vivra fraternellement avec la France.

La partie étant perdue, on veut gagner du temps en maintenant autant que faire se peut les fronts actuels et en essayant, pendant ce

temps, une propagande intensive en faveur d'une guerre sans vainqueurs ni vaincus. Je suis convaincu que ce mouvement encore caché se déclanchera au moment de la retraite des troupes allemandes sur le territoire allemand. C'est à ce moment là qu'agiront les Ullmann, Thomas et Cie et que certaines influences agiront sur les *organisations maçonniques françaises*. Vous verrez également un mouvement d'union des peuplades germaniques d'Autriche autour de Berlin, les Habsbourg n'étant plus jugés capables de défendre et de représenter le germanisme à Vienne. Souvenez-vous de l'interview très intéressant accordé à un correspondant espagnol de l'*Écho de Paris* par l'illustre professeur de droit Lutz de Balm, député RADICAL au Reichstag, où ce monsieur propose la création d'un grand duché d'Autriche rattaché à l'empire d'Allemagne. Et c'était en janvier 1915 !

Paul DARCY.





Le Complot de Madagascar

NOTRE grande colonie de l'Océan indien a été le théâtre d'événements graves sur lesquels la presse métropolitaine n'a donné que des renseignements succincts en raison des circonstances actuelles : il nous suffira d'exposer la question pour convaincre le lecteur qu'en d'autres temps le complot de Madagascar eût provoqué en France une certaine émotion et attiré plus sérieusement l'attention publique.

Un groupe « d'intellectuels » indigènes, tous de confession protestante, sous la direction occulte d'un pasteur malgache, avait organisé une conjuration dont le but était d'expulser les Français de Madagascar et d'y proclamer un gouvernement indépendant « à l'instar du Japon ». Les chefs des affidés promettaient même l'aide militaire de cette puissance asiatique. Tout avait été préparé avec soins ; des intelligences avaient été ménagées parmi les sous-officiers malgaches de la milice indigène et la révolution devait éclater en janvier 1916, quand une dénonciation la fit avorter en permettant l'arrestation des principaux meneurs.

Ceux-ci, au nombre de trente-quatre, jugés par le tribunal de Tananarive, selon la loi malgache dite des 305 articles, furent condamnés, le 18 février dernier, à des peines variant des travaux forcés à perpétuité à cinq ans de travaux publics. Cent quatre-vingt-trois autres simples affiliés, déférés à la justice administrative, furent condamnés par le gouverneur général en conseil à des peines d'internement dans diverses localités de la colonie ou des îles voisines ; et, enfin 40 jeunes gens, étudiants en médecine ou en pharmacie, âgés de moins de dix-sept ans, furent envoyés dans des pénitenciers.

Comment ce complot avait-il pu s'organiser si solidement

que la conjuration était devenue un danger réel pour notre domination dans la Grande Ile?... C'est un lieu commun chez beaucoup de nos concitoyens de refuser de prendre au sérieux les sociétés secrètes; la Franc-Maçonnerie même, à leurs yeux, aurait perdu de son caractère dangereux parce que ses manœuvres sont aujourd'hui découvertes et étalées au grand jour... Ceux qui parlent ainsi ne réfléchissent pas que, partout et en tous lieux, les grandes révolutions qui ont agité le monde ont eu pour point d'appui des sociétés secrètes solidement organisées et dirigées par un très petit nombre de chefs, le plus souvent inconnus de la foule des initiés.

On nous dira bien qu'un complot est, de sa nature même, secret; sans doute, mais il a d'autant plus de chance de succès qu'il est constitué en « société secrète », avec ses mystères, ses rites, ses mots d'ordre ou de reconnaissance, bref quand il est organisé sur le type de la société secrète par excellence : la Franc-Maçonnerie. C'était précisément le cas pour le complot de Madagascar; tout y était : initiation, serments, promesse de garder les secrets sous peine de mort, direction suprême occulte, le « grand maître » étant inconnu de la plupart des affiliés...

Cette société secrète, fondée à une date qui n'a pu être précisée, commença à prendre corps vers le mois de juillet 1913. Un pasteur protestant indigène, nommé Ravelojaona, homme intelligent, instruit, ayant voyagé en Europe, publia dans une revue locale intitulée *Nipanolotsaina* (le Conseilleur) une série d'articles sur l'évolution du Japon et de ses habitants. Ces articles semblent avoir été le signal attendu par les conjurés pour entrer en action : des étudiants en médecine : Joseph Robin, Ramiandrasoa, Boniface Ramasy, Ratsimbazafy, Rason Louis et Raphaël Raboto, auxquels s'adjoignirent presque immédiatement deux autres étudiants Ravoangy et Rajasnarivo, se groupèrent en *Comité secret de l'Indépendance* et envoyèrent l'un d'eux, Robin, en députation auprès de Ravelojaona pour prendre ses conseils, lui demander des directives et lui offrir, en même temps, la présidence de la Société.

Le rusé pasteur refusa d'en assumer ouvertement la direction; mais il déclara aux conjurés qu'ils trouveraient toujours près de lui assistance et conseil; et, tout de suite, il traça au délégué Robin un plan complet relatif à la formation, à la destination et au fonctionnement de la conjuration. Il s'adjoignit

deux hommes de confiance, le pasteur Rabary et l'instituteur privé Razafimahefa, et les trois pontifes formèrent le Comité occulte, comme une sorte de Grand Conseil de l'association.

Un délégué spécial Ravoangy fut chargé de communiquer directement avec ces deux adjoints, tandis que Robin restait l'unique intermédiaire entre les affiliés et le chef suprême.

La Société était définitivement organisée ; il s'agissait d'unir par des liens solides les autres sections déjà existantes dans les principales localités de la colonie et de recruter des adhérents.

Comment vont opérer les conjurés ? C'est ce que nous dira l'exposé de l'arrêt du 18 février.

Destiné à préparer le cœur et l'esprit des indigènes à un idéal d'indépendance ouvert à tous, quelles que fussent leurs origines, leurs castes, leur religion, cette société, conçue sans statuts écrits, parce que essentiellement secrète, prit le nom de : Vy Vato Sakelila (Association dure et forte comme pierre et fer), et ne tarda pas, par le prosélytisme de ses premiers membres, à attirer dans son sein un certain nombre d'adeptes que leur situation, leur intelligence et leurs relations mettaient à même de répandre, par tous les moyens de propagande en leur pouvoir et sous couleur de mutualité, de solidarité, d'expansion, d'amour du pays, le but réel envisagé, sa portée et ses moyens d'action.

Mais, pour arriver à ce résultat, il fallait frapper l'esprit simpliste et superstitieux de la majorité de la population malgache et, sans lui faire abandonner les dogmes et les rites religieux nouveaux de sa foi, la préparer au retour des idées ancestrales.

Et c'est dans l'organisation même de la société secrète qu'apparaît la subtilité, la prudence et la connaissance profonde de la mentalité indigène dont ont fait preuve les chefs actifs du comité directeur en instituant, en adaptant pour la consécration des initiés, des cérémonies de forme presque cultuelle à des rites dérivant des vieilles coutumes et rappelant le « Fatidra » local.

Quoique entourées d'une certaine mise en scène, telle que présentation au récipiendaire de trois objets : une hache ou arme tranchante, un récipient contenant un peu de terre, une soucoupe où se trouvait du sang de volatile, objets auxquels on ajoutait quelquefois une étoffe noire rayée d'une croix blanche, ces cérémonies consécrationnelles où l'initié était tenu de

prononcer des serments à forme variable et tendancieuse, suivis d'une prière ou invocation, n'en revêtaient pas moins une assez grande simplicité dans leur exécution.

C'est ainsi qu'aucun emplacement n'était spécialement réservé à cette cérémonie, qui pouvait aussi bien avoir lieu au domicile d'un des affiliés qu'à la campagne, en plein air, ou même au domicile du récipiendaire ; que, dans un but intensif de propagande et de développement de l'association, un simple affilié pouvait même recevoir les vœux du nouvel adhérent, sans que la présence d'un chef ou dignitaire fût essentiellement nécessaire.

L'initiation devenait définitive après l'apposition sur le front du nouvel adepte des lettres symboliques V. V. S. tracées par l'officiant avec le sang contenu dans la soucoupe, et la cérémonie se terminait par une invocation aux ancêtres. Le nouvel affilié était ensuite mis au courant des divers signes de reconnaissance employés par les membres de la société.

Pour échapper aux investigations des autorités administratives (et là encore reparait la prudence et la méthode de ceux qui avaient imaginé et indiqué le plan d'organisation de la société) celle-ci se divisait en sections ne pouvant comprendre plus de vingt membres et qui, dès qu'elles atteignaient ce chiffre, se fractionnaient en groupes de dix ou de moins de dix formant chacun de leur côté une nouvelle section. Celle-ci se disloquait à son tour une fois le quorum atteint et ainsi de suite, sans que souvent les membres de deux sections se connaissent et aient obligatoirement des rapports entre eux.

A la tête de chaque section était attaché un chef, ou, plus exactement, un trésorier dont le rôle consistait, pour les besoins financiers, à prélever des affiliés le centième des revenus, émoluments ou salaires de chacun d'eux. Les ordres lui étaient transmis directement ou indirectement par de simples affiliés d'autres sections, de telle sorte qu'aucun membre n'était en relations directes, sauf peut-être quelques privilégiés, avec les véritables organisateurs ou dirigeants de la société.

Cette constitution savamment préparée et combinée, permit aux membres de la V. V. S. de se soustraire à toutes les recherches dont ils auraient pu être l'objet, et à poursuivre dans le plus grand mystère le plan projeté. Fidèles aux serments prêtés ou craignant peut-être des représailles possibles, les initiés gardèrent soigneusement le secret du complot si

bien qu'aucune révélation ni dénonciation ne se produisirent en 1914.

Dans le premier semestre de cette même année, la propagande menée par le comité des étudiants en médecine fut particulièrement active et intense, surtout après le recrutement de deux indigènes, les nommés Ramaromisa et Andrianjafitrimo, qui apportèrent, l'un comme instituteur, l'autre comme directeur du journal le *Loharano*, un concours des plus efficaces.

Cette activité se manifesta plus particulièrement dans les milieux scolaires, à l'école de médecine et dans les grandes écoles de la capitale. La société s'infiltra également parmi les employés des grosses maisons de commerce ainsi que dans certains services publics de la colonie. Ses ramifications s'étendirent dans certains chefs-lieux des provinces du plateau central et de la côte, notamment Fianarantsoa, Ambositra, Tamatave, Mananjary.

Le serment que prêtait le nouvel initié se composait des sept promesses suivantes :

- 1° Amour de la Patrie malgache ;
- 2° Etre prêt à se faire soldat, sur un appel des chefs ;
- 3° Faire de la propagande en vue de recruter de nouveaux adhérents à la Société ;
- 4° Se tenir pour solidaire de tous les membres de la Société et ne jamais la trahir ;
- 5° Prier Dieu de protéger la Société ;
- 6° Obéir aux chefs dès qu'ils se feraient connaître ;
- 7° Garder le secret sur tout ce qu'on apprendra, et ce, sous peine de mort .

Le serment prêté sur chacune de ces formules, le nouvel initié recevait la consécration : on lui traçait avec du sang sur le front les lettres V. V. S., puis les assistants lui donnaient l'accolade. Enfin on lui confiait que le but de la Société était de conquérir l'indépendance de Madagascar.

Nous avons déjà dit que les chefs de la conjuration étaient tous protestants ; ils appartenaient à la secte méthodiste, il en était de même de la plupart des affiliés. Plusieurs des meneurs étaient pasteurs. On sait qu'au moment de la conquête, le méthodisme était la religion nationale à Madagascar ; des missionnaires anglais, subventionnés par la *London missionary Society*, avaient converti la reine, les ministres et tous les grands du royaume à ce culte ; ils

avaient obtenu qu'il fût l'unique culte reconnu par l'Etat et de gré ou de force beaucoup d'indigènes, soit encore païens, soit déjà catholiques, avaient été amenés à embrasser la religion d'Etat. Cependant, l'œuvre des Jésuites et des Franciscains français, apôtres de l'île, n'avait pu être complètement abolie : un grand nombre d'indigènes étaient encore catholiques. Pour obtenir leur concours les meneurs n'avaient pas hésité à y compromettre, à leur insu, trois religieux indigènes : le P. jésuite Venance Manifatra ; les frères des écoles chrétiennes Raphaël Rafiringa et Julien Rafaralaby. On affirma que tous trois faisaient partie du comité central, directeur suprême de la Société. Disons tout de suite que cette allégation fut reconnue entièrement fausse et que les trois religieux furent acquittés par le tribunal avec des considérants élogieux.

Le système de défense des accusés fut très simple ; il consista à reconnaître — puisque, aussi bien, ils ne pouvaient faire autrement — l'existence de la Société, son organisation, la réalité des formules du serment, des rites d'initiation ; mais ils prétendaient n'avoir vu en tout cela qu'un groupement d'assistance mutuelle, une sorte de société de bienfaisance et de secours matériel et moral : s'ils promettaient d'aimer leur patrie, c'était bien naturel en somme ; s'ils s'engageaient à obéir aux chefs c'est qu'ils pensaient que ceux-ci les conduiraient dans la voie du progrès, de la civilisation et de la liberté. (Remarquons, en passant, que ce fut exactement la thèse maçonnique à ses débuts, quand il s'agissait de masquer au gros des adhérents les véritables visées de la Franc-Maçonnerie). Enfin, quand on rappelait aux conjurés qu'ils s'engageaient à conquérir l'indépendance de Madagascar, les bons apôtres affirmaient avoir compris qu'il s'agissait d'obtenir, par les voies légales de la pétition, l'autonomie de l'île.

Sur deux seuls points, ils furent dans l'impossibilité de donner des motifs plausibles de leur attitude : 1^o pourquoi, si les affiliés n'avaient que des buts licites, s'étaient-ils constitués en société secrète et juraient-ils de garder le secret sous peine de mort ; 2^o pourquoi promettaient-ils le secours armé du Japon?... Sur ces deux points, ils éludaient toujours la réponse et s'esquivaient par la tangente.

Pas plus que le Tribunal de Tananarive, nous ne songerons à incriminer les intentions du gouvernement japonais en cette aventure. Nous ferons seulement remarquer que des

recherches récentes ont montré que Kioto, l'ancienne capitale et la ville sainte de l'empire japonais, est le centre de grandes organisations occultes rayonnant sur le monde ; c'est par ses sociétés secrètes, affiliées à celles de la Chine, que le Japon agit sur la politique intérieure de l'Empire du milieu ; c'est du Japon qu'est parti le mouvement révolutionnaire dont le résultat a été le renversement de la dynastie mandchoue ; c'est le veto opposé par le Japon à la restauration monarchique en Chine qui a encouragé les révolutionnaires du Sud à lever l'étendard de la révolte armée. Enfin la constitution de la société secrète malgache a coïncidé avec les troubles de l'Indo-Chine, provoqués par des sociétés secrètes aussi, dont les ramifications ont pu être suivies jusqu'à Hongkong et de Hongkong à Kioto.

Il serait excessif de prétendre que les sociétés secrètes japonaises soient officiellement reconnues par le gouvernement de Tokio ou en dépendent politiquement ; mais il est certain qu'il s'en est servi quand l'intérêt national le commandait. Nous ne croyons donc pas que le Japon officiel ait été pour rien dans l'aventure malgache, encore moins qu'il ait fait la moindre promesse aux conjurés de notre grande colonie ; mais les sociétés secrètes de Kioto ont fort bien pu ne pas s'embarrasser de pareils scrupules ; elles ont pu même être incitées à s'occuper de Madagascar en raison de la conformité d'origine des classes dirigeantes dans les deux pays.

Les féodaux japonais, on le sait, les *daïmios* et les *samouraïs* sont d'origine malaise ; ils descendent de conquérants « venus de la mer » qui, il y a deux mille ans, se sont rendus maîtres des îles nipponnes et y ont conservé depuis leur domination. Or, les Hovas conquérants de Madagascar sont, eux aussi, d'origine malaise.

Vers la fin du VIII^e siècle, dit Flacourt (*Histoire de Madagascar*, édit. 1661, p. 48 sq.) des forbans malais commencèrent à paraître sur les côtes d'Afrique. Ils établirent leur quartier général aux îles Comores, et bientôt après, une dispute s'étant élevée entre deux chefs, l'un d'eux passa avec les siens à Madagascar. Pourchassée par les indigènes, cette petite tribu gagna l'intérieur où elle se fixa sur les hauts plateaux de l'Emyrne. Intelligents, énergiques, prolifiques, les Malais s'organisèrent et peu à peu ils imposèrent leur joug aux tribus autochtones voisines. Ils furent la souche des Hovas.

Chose étrange : parmi ces autochtones se trouvaient des peuplades parlant le même dialecte malayo-polynésien que les nouveaux-venus : notamment les Autandroy du sud, qui n'eurent jamais de contact avec les Hovas, et les Sakalaves qui résistèrent toujours à leur pénétration. De qui ces indigènes établis dans l'île antérieurement aux Hovas avaient-ils appris cette langue océanienne, à l'exclusion de tout idiome africain ? Une tradition remontant à Strabon (lib. II, ch. 34) et à Ptolémée (lib. III, ch. 2), et que l'on retrouve chez les géographes arabes du VIII^e au XII^e siècle, Khasdaï-ben-Issack, Ibn Jounis, Edrisi, etc., veut que la mer des Indes ait été au temps préhistorique une méditerranée, communiquant avec l'Océan seulement par le canal de Mozambique. Un cataclysme géologique aurait produit un affaissement du sol, ne laissant émergés que l'île actuelle de Madagascar et les archipels qui seraient les sommets de l'ancien continent, primitivement rattaché à l'Asie et à l'Océanie.

C'est ce qui expliquerait ce fait, d'ailleurs constaté, de l'analogie de la flore et de la faune malgache avec celles de Bornéo et de Sumatra tandis que l'on ne trouve dans la Grande Ile aucun végétal, aucun insecte, ni même aucun animal indigène se rapprochant de ceux du continent africain pourtant voisin. Les Autandroy, les Sakalaves et les autres peuplades malgaches seraient donc les descendants des autochtones restés sur ce fragment de l'ancien continent et l'on comprend alors qu'ils aient conservé leur langue. A cet indice morphologique, l'anthropologie vient encore apporter un appui fort intéressant : les indigènes de Madagascar présentent des similitudes anatomiques caractéristiques avec les races polynésiennes, notamment un grand développement vertical du crâne et l'allongement inusité du sternum. Le hova ne serait donc que la superposition d'une race sur d'autres éléments plus anciens, mais de même ethnicité, et Madagascar serait une terre malaise au même titre que le Japon.

Les Japonais, très avertis de toutes les découvertes récentes, n'ignorent point ces faits et considèrent les Malgaches comme des frères de sang. Il ne faut donc pas s'étonner si, à l'insu du gouvernement de Tokio, les membres des sociétés secrètes nipponnes ont cherché à créer à toute éventualité un lien plus étroit entre leurs compatriotes et ces congénères lointains.

Un fait qui a frappé les juges de Tananarive, c'est que le

le début de la guerre actuelle, où le Japon s'est rangé à nos côtés, a marqué un ralentissement sensible dans le progrès de la Société S. S. V. S'il est exact que des relations existaient entre elle et l'occultisme japonais, il semble que les chefs des sociétés secrètes de l'Empire du Soleil Levant aient cessé, par patriotisme, d'encourager la révolte des Malgaches contre la France alliée de leur nation.

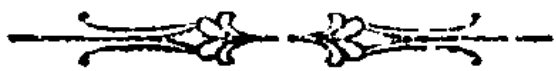
Dès le début de la guerre européenne, lit-on dans l'exposé de l'arrêté de Tananarive, il y eut un ralentissement dans le progrès de la Société, mais, peu de temps après, un mouvement ascensionnel assez marqué se prononçait *grâce à l'entrée dans la Société d'une grande partie des employés d'une des principales maisons de Tananarive* (dont l'un, Rabemalanto, constituait une section), d'un certain nombre de fonctionnaires de la gare, et grâce à l'entrée en lice d'affiliés tels que : Ravelonahina, Ratantely, Ralaitsirofo, frère de Ramaromisa, de Ramilijoana et de son frère Jafetra, dont les déplacements dans l'intérieur n'étaient pas, croit-on, sans amener des adhésions assez nombreuses.

Cette maison, dont les employés provoquaient une recrudescence de la conjuration, était une filiale de la firme allemande Oswald, de Hambourg, qui, chose invraisemblable, mais réelle, continua pendant plusieurs mois après l'ouverture des hostilités à fonctionner à Madagascar, avec tous ses éléments et son personnel d'Allemands au complet, sans qu'aucun d'eux eût été inquiété par l'administration coloniale. Il fallut même les protestations indignées de la population pour faire cesser ce scandale. Encore n'est-on point sûr que la firme ne fonctionne pas encore au moyen de « neutres » interposés.

Les Allemands avaient tout de suite profité de l'organisation existante de la S. S. V. pour la transformer en un instrument de guerre contre la France — de même que plus récemment ils se sont servis des *Sin Feiners* d'Irlande pour susciter à la Grande-Bretagne des difficultés d'ordre intérieur.

Dans l'un et l'autre cas ils ont échoué...

H. DE RAUVILLE.





LA DÉPOPULATION

ET LA

FRANC-MAÇONNERIE

Qn a beaucoup écrit déjà sur les causes et sur le but de la guerre actuelle. Personne ne conteste plus que parmi les motifs qui ont déclanché la ruée allemande sur la France, il faut compter, d'abord l'esprit dominateur commun à tous les Barbares et aussi la nécessité pour les Allemands d'ouvrir de nouveaux débouchés au trop plein de leur population. Dans leur logique de sauvages, ils n'hésitent pas à déclarer hautement qu'ils n'accepteraient aucun partage du sol conquis, dont seuls ils resteraient les maîtres, condescendant, tout au plus, à laisser aux autochtones les travaux serviles.

Dans une brochure publiée à Berlin en 1895, par l'*Association pangermaniste*, l'auteur expose ainsi l'un des articles du programme du « nouvel empire allemand ».

Sans doute, dit-il, les Allemands ne peupleront pas seuls le nouvel empire allemand ainsi constitué ; *mais seuls ils gouverneront*, seuls ils exerceront les droits politiques, serviront dans la marine et dans l'armée ; seuls, ils pourront acquérir la terre. Ils auront alors, comme au Moyen Age le sentiment d'être *un peuple de maîtres*. Ils *condescendront* cependant à ce que les *travaux inférieurs* soient exécutés par les *étrangers vivant sous leur domination*.

Le général von Bernhardi, dans son ouvrage *l'Allemagne et la prochaine guerre*, n'est pas moins explicite :

Cette guerre, dit-il, sera *une guerre au couteau, une guerre qui détruira à jamais la situation de grande puissance de la France*. Si la France, *malgré la diminution de sa dépopulation*, engage une pareille lutte, elle doit s'attendre à être rayée du nombre des puissances qui ont le droit de parler dans le concert européen. Elle doit être placée dans *une dépendance politique étroite*.

Avec le temps, les Allemands améliorent et complètent le projet d'anéantissement de la race française. Dans un récent article publié dans le *Figaro* par le professeur Delbet, celui-ci cite le passage suivant d'une lettre adressée à sa femme, par un général allemand depuis l'ouverture des hostilités :

Que voulez-vous ? Les Français sont une race dégénérée, tout-à-fait abâtardie. Vous devez le savoir puisque vous êtes d'une famille de médecins. Les Français sont finis. Je puis bien vous dire ce que nous en ferons. Ce sera notre ultimatum : j'en ai envoyé le texte il y a quelques jours. Voilà ! Nous garderons les plus beaux hommes, les moins abâtardis. Nous les marierons à quelques solides Allemandes, et ils pourront peut-être encore avoir de beaux enfants. Quant aux autres *survivants*, nous les enverrons tous en Amérique.

Il s'agit donc là d'une guerre d'extermination : l'Allemand en nous assaillant était guidé par cette idée maîtresse de se servir du sol de la France comme d'une colonie germanique, après l'avoir déblayé et nettoyé de toute sa population, ne conservant des *survivants* que juste le nécessaire pour les besoins d'esclaves ou en vue de croisements ethniques jugés utiles par eux.

Les sujets du Kaiser étaient, d'ailleurs, persuadés que leur besogne serait grandement facilitée par des circonstances locales, les luttes de parti, les haines de classe, surtout par la dépopulation dont souffrait si cruellement notre pays. On a souvent cité la cynique insolence du Dr Rommel, dans son livre *Au pays de la Revanche* :

Qu'attendez-vous pour parler de décadence ? s'écriait-il. Vous faut-il une forêt sur la place de la Concorde ?... Quand une nation

grandissante en coudoie une plus clairsemée, formant centre de dépression, il se produit un courant d'air, vulgairement appelé invasion, *phénomène pendant lequel la loi et la morale sont mises provisoirement de côté...* Le terrain compris entre les Vosges et les Pyrénées n'est pas précisément fait pour que les 38 millions de Français y végètent sans s'accroître, alors que 100 millions d'Allemands y pourraient si parfaitement vivre et prospérer selon la loi divine... Sa politique des races est impitoyable. *Le moment approche où les cinq fils pauvres de la famille allemande viendront facilement à bout du fils unique de la famille française.*

C'est donc sur le prolifisme de leur race, opposé à la prétendue infécondité de la nôtre, que reposait la principale certitude de victoire des Allemands. Il est vrai, que depuis, nous leur avons montré, sur le champ de bataille, que même cinq Allemands n'étaient pas de force à venir à bout d'un unique Français. Il n'en reste pas moins que l'une des causes essentielles de la guerre actuelle a été la diminution croissante de la natalité dans notre pays. Si cette natalité s'était maintenue normale, le Kaiser y eût regardé à deux fois avant de tenter l'envahissement d'un pays qui eût pu aligner un nombre de soldats sensiblement égal à celui de ses armées.

N'est-il pas affreux, dans de telles conditions, de constater que l'Empereur allemand a trouvé, chez nous-mêmes, de zélés alliés pour favoriser ses plans ? C'est, pourtant, un fait : la Franc-Maçonnerie en France, a fait avec acharnement et pendant de longues années le jeu du Kaiser !

La Franc-Maçonnerie s'est méthodiquement, obstinément acharnée à diminuer la natalité française, en propageant les doctrines malthusiennes, en enseignant le « droit à l'amour libre, à la libre maternité, à l'avortement ».

Elle ne s'est point contenté de répandre par des écrits et des conférences ces abominables doctrines, elle les a fait passer dans le domaine de la pratique.

On n'a pas oublié les scandales de la « Maison d'éducation mixte de Cempuis », fondée et dirigée par le F. . Robin. Au cours d'un des Congrès annuels de la Société internationale d'Économie politique, M. Bérenger, sénateur inamovible, raconta les scènes de la piscine où jeunes gens et

jeunes filles, dont quelques-unes n'avaient pas moins de seize ans, se baignaient ensemble dans la plus complète nudité. Un autre membre du Congrès expliqua comment étaient disposés les waters-closets de l'établissement : dans tous les lycées et collèges, les portes qui ferment les endroits privés sont à mi-hauteur de bas en haut. A Cempuis, elles étaient placées de façon à laisser libre à la vue la partie basse en ne cachant que la partie supérieure du corps. Quand l'on demandait des explications à l'homme de Cempuis, il répondait : « On a tant de peine à vaincre chez les enfants le sentiment de cette sacrée pudeur ! Ils veulent au moins se cacher la figure !... »

Quand ces faits furent révélés au public, on crut à une sorte de sadisme morbide de la part de ce Robin. D'aucuns s'imaginaient qu'il voulait instaurer seulement on ne sait quel ignoble haras humain. Point ! Le F. . Robin visait bel et bien faire entrer dans les mœurs un régime de débauche, et de débauche stérile ; en un mot la prostitution pour tous et surtout pour toutes.

Voici, en effet, ce qu'enseignait le Robin à ses élèves :

Je résume ici, dit-il, dans son journal la *Régénératrice*, ma doctrine au point de vue féminin : une jeune fille a tort de se marier... qu'elle choisisse librement ses compagnes et ses compagnons... *Elle ne désobéit à aucune loi rationnelle en ayant les amants qu'il lui plaît... Sa liberté de la maternité est la condition indispensable de la liberté de l'amour.* Elle ne doit avoir d'autres guides que la science physiologique et la prudence sexuelle... Si, après de plus ou moins nombreuses expériences, elle trouve un compagnon avec lequel, en parfaite conformité de culture, de goûts, elle pense pouvoir passer une longue vie heureuse, qu'elle s'associe définitivement avec lui, si cela lui plaît, sans se soucier des vaines sanctions légales... *Ceux qui veulent réellement le bonheur de la jeune femme ne doivent pas l'empêcher de savoir que la science lui fournit les moyens de n'être mère que quand elle le veut.*

Comme corollaire inévitable de ces beaux préceptes, le F. . Robin donnait une liste de *praticiens consultants agréés par la Ligue de la Régénération humaine*, parmi lesquels on trouvait à côté du F. . Dr Meslier, député, d'autres médecins, des aide-pharmaciens, des sages-femmes et jusqu'à des herboristes, tous F. . M. . bien entendu !

Faisant pendant à cette liste est l'annonce d'un livre : *Bréviaire de la femme enceinte, compendium d'encyclopédie obstétricale à l'usage des femmes du monde.*

Robin, l'agent des Loges, tenait avec zèle le rôle qu'on lui avait confié ! Des concours, et non des moindres, lui venaient en foule. A l'Exposition internationale d'hygiène de 1904, le jury décernait la médaille d'or à une certaine poudre, au nom caractéristique et dont le prospectus s'intitulait : *Le bonheur pour tous*. Le prospectus expliquait que ce bonheur pour tous consistait tout simplement dans la suppression, sans risque, de l'humanité future ; il apportait à l'appui de ses alléchantes promesses, des certificats détaillés de médecins spécialistes ! Et sait-on qui composait le comité sous le patronage duquel cette poudre fin-du-monde obtenait ainsi cette suprême récompense ? Voici leurs noms : président, Gerville-Reache, député ; vice-président, Chovet, sénateur ; membres, Dubois, député ; Gomot, sénateur ; Mesureur, directeur de l'Assistance publique ; Messimy, député ; Rivet, sénateur, etc. On reconnaît, tout de suite, dans cette liste les noms de francs-maçons notoires...

Sous la clameur de l'indignation publique, la maison d'éducation de Cempuis, fut fermée ; mais le très zélé F. : Robin obtint du Conseil général de Paris, sur l'intervention du F. : Roussel, et sous prétexte d'indemnité, une subvention de 4.000 francs qui lui fut renouvelée chaque année jusqu'à sa mort.

D'autre part les Loges parèrent à la lacune de Cempuis par un redoublement de propagande malthusienne. Voici, pour les quatre dernières années seulement qui ont précédé la guerre quelques-uns des sujets de conférence traités dans les Loges ; nous les empruntons au *Bulletin hebdomadaire* officiel de la Franc-Maçonnerie :

LE NÉO-MALTHUSIANISME

Le 29 décembre 1910.

A la Loge LE PORTIQUE, à l'Orient de Paris, conférence sur *la Psychologie du Malthusianisme*. Epigraphe : « Jésus dit : Filles « de Jérusalem... les jours viendront auxquels on dira, heu-

« reuses les stériles, les femmes qui n'ont pas enfanté et les « mamelles qui n'ont point allaité ». (Saint Luc, XXIII, 28-29). (Bulletin hebdomadaire n° 76, page 15.)

Le 19 février 1913.

A la Loge GARIBALDI, à l'Orient de Paris, conférence sur *Malthus*, par le F.: Richter, de la R.: L.: LE MONT SINAÏ. (Bull. hebd. n° 178, page 20.)

Le 1^{er} mars 1913.

A la Loge UNITÉ-FRATERNITÉ, à l'Orient du Perreux, conférence sur *le Néo-Malthusianisme*, par le F.: Caron, de la R.: L.: LA FRANCE SOCIALISTE. (Bull. hebd. n° 179, page 15.)

Le 4 mars 1913.

A la Loge LA FRATERNITÉ DES PEUPLES, à l'Orient de Paris, conférence sur *le Néo-Malthusianisme*, par le F.: G..., membre de l'Atelier. (Bull. hebd. n° 180, page 10.)

Le 18 mars 1913.

A la Loge LA FRATERNITÉ DES PEUPLES, à l'Orient de Paris, conférence sur *le Néo-Malthusianisme*, par le F.: Docteur A..., membre de l'Atelier. (Bull. hebd. n° 182, page 6.)

Le 18 mars 1913.

A la Loge DROIT ET JUSTICE, à l'Orient de Paris, conférence sur *Etude sur le Néo-Malthusianisme*, par le F.: Lucot, membre actif de l'Atelier. (Bull. hebd. n° 182, page 7.)

Le 3 mai 1913.

A la Loge UNITÉ-FRATERNITÉ, à l'Orient du Perreux, conférence sur *le Néo-Malthusianisme*, par le F.: Caron, de la R.: L.: L'ACTION SOCIALISTE. (Bull. hebd. n° 188, page 8.)

SUJETS SEXUELS

Le 11 octobre 1910.

A la Loge L'AVENIR, conférence sur *la Prostitution*, par le F.: Gondouin. (Bull. hebd. n° 66, page 2.)

Le 12 décembre 1912.

A la Loge LES PHILANTHROPIES RÉUNIS, à l'Orient de Paris, conférence sur *Distinction entre les besoins naturels et les perversions*, par le F.: Paraf-Javal, de la R.: L.: LA MONTAGNE. (Bull. hebd. n° 170, page 13.)

Le 26 février 1913.

A la Loge LA LUMIÈRE, à l'Orient de Neuilly-sur-Seine, conférence sur *l'Education sexuelle*, par le F.^o. Docteur Beauvois. (Bull. hebd. n° 179, page 11.)

Le 7 mars 1913.

A la Loge DROIT ET DEVOIR, à l'Orient de Paris, conférence sur *la Syphilis, ce qu'elle est, ce qu'on peut contre elle*, par le F.^o. Docteur Paul Tissier, 33^e.^o, Chef de Clinique de la Faculté de Médecine, médecin du Ministère de l'Intérieur. (Bull. hebd. n° 180, page 23.)

Le 25 mars 1913.

A la Loge LES INSÉPARABLES DU PROGRÈS, à l'Orient de Paris, conférence : *Notes sur la Prostitution*, par le F.^o. Docteur Grillat, médecin des Troupes Coloniales. (Bull. hebd. n° 183, page 5.)

Le 23 avril 1913.

A la Loge TRAVAIL ET LUMIÈRE, à l'Orient de Charenton-Saint-Maurice, conférence sur *Médecine et 606*, par le F.^o. Docteur Macaigne, de la R.^o. L.^o. LE CENTRE DES AMIS. (Bull. hebd. n° 187, page 20.)

Le 23 avril 1913.

A la Loge LA PERFECTION ÉCOSSAISE, à l'Orient de Paris, conférence sur *l'Éducation sexuelle de l'Adolescence*, par le R.^o. M.^o. Docteur Vital-Badin. (Bull. hebd. n° 187, page 22.)

Le 20 mai 1913.

A la Loge VICTOR-HUGO, à l'Orient de Paris, conférence sur *la Morale sexuelle*, par le F.^o. Docteur Oppenheim. (Bull. hebd. n° 191, page 8.)

Le 6 juin 1913.

A la Loge DROIT ET DEVOIR, à l'Orient de Paris, conférence sur *le Rôle éducatif de la Franc-Maçonnerie au point de vue de la Morale sexuelle*, par le F.^o. Docteur Thil, 18^e.^o. Vénérable de la R.^o. L.^o. LES VRAIS AMIS. — (Tenue blanche, exclusivement réservée aux Sœurs Maçonnes des Loges d'Adoption des RR.^o. LL.^o. LE LIBRE EXAMEN et LA NOUVELLE JÉRUSALEM, et aux Maçons réguliers des deux Obédiences). — (Bull. hebd. n° 193, page 16.)

Le 3 février 1914.

A la Loge LA NOUVELLE JÉRUSALEM, à l'Orient de Paris, conférence sur *Le Culte du Phallus*, par le F.^o. Mahieu, deuxième surveillant de l'Atelier. (Bull. hebd. n° 223, page 15.)

Le 6 février 1914.

A la Loge LES HOSPITALIERS SOCIALISTES, à l'Orient de Paris, conférence sur *Un Fléau social, les Maladies génitales*, par le F.: Julien Raspail, de R.: L.: UNION ET BIENFAISANCE. (Bull. hebd. n° 223, page 17.)

Le 22 avril 1914.

A la Loge L'UNION DES PEUPLES, à l'Orient de Paris, conférence sur *le Culte du Phallus*, par le F.: Mahieu, de la R.: L.: LA NOUVELLE JÉRUSALEM. (Bull. hebd. n° 234, page 16.)

Le 28 avril 1914.

A la Loge CONSCIENCE ET VOLONTÉ, à l'Orient de Paris, conférence sur *les Femmes à la suite des Armées en campagne*, par le F.: Docteur Fallot. (Bull. hebd. n° 235, page 4.)

LE DROIT A L'AVORTEMENT

Le 20 décembre 1912.

A la Loge LA DÉMOCRATIE MAÇONNIQUE, à l'Orient de Paris, conférence sur *l'Avortement criminel*, par le F.: Docteur Cantonnet, de la R.: L.: LA CHAÎNE D'UNION. (Bull. hebd. n° 169, page 12.)

Le 17 janvier 1913.

A la Loge LA DÉMOCRATIE MAÇONNIQUE, à l'Orient de Paris, conférence sur *le Droit à l'Avortement et procédés anticonceptionnels*, par le F.: Docteur Cantonnet, de la R.: L.: LA CHAÎNE D'UNION. (Bull. hebd. n° 173, page 10.)

Le 28 février 1913.

A la Loge LES ADMIRATEURS DE SAINT-JUST, conférence sur *le Droit à l'Avortement et procédés anticonceptionnels*, par le F.: Docteur Cantonnet, de la R.: L.: LA CHAÎNE D'UNION. (Bull. hebd. n° 179, page 13.)

Le 26 février 1913.

A la Loge L'ÉTIENNE-MARCEL, à l'Orient de Paris, conférence sur *l'Avortement est-il un crime ?*, par le F.: Bunodière. (Bull. hebd. n° 179, page 12.)

Le 26 décembre 1913.

A la Loge PAIX ET TRAVAIL, à l'Orient de Paris, conférence sur *l'Avortement est-il un délit ?*, par le F.: F..., membre de l'Atelier. (Bull. hebd. n° 217, page 10.)

L'*Acacia* du mois de janvier 1912, a publié, page 25, le texte d'une de ces conférences faite à la Loge .°. Les *Hospitaliers* de Constantine. L'*Acacia* est (dit son sous-titre) une « revue d'études maçonniques, rédigée exclusivement par des FF.°. MM.°. »

Voici le texte de cette conférence parue sous le titre : *Le droit à l'avortement* ; nos lecteurs en apprécieront les effroyables sophismes et les mensonges éhontés :

Le droit à l'avortement. Voilà un bien gros mot, direz-vous, mes FF.°, une idée bien risquée.

Oui, c'est vrai : le mot nous choque un peu car nous n'avons pas coutume de l'entendre, et l'idée nous émeut car elle va à l'encontre de toutes celles que de nombreuses générations nous avaient léguées ; à l'encontre de toutes les idées qu'une éducation surannée a formées en nous.

Le droit à l'avortement, c'est ce que la loi ne veut pas encore reconnaître, c'est ce que les préjugés religieux ou sociaux combattent.

Je dis : religieux ou sociaux ; car les religions ne sont pas les seules adversaires des idées qui proclament un droit nouveau ou une liberté méconnue.

Il y a encore les préjugés sociaux ; ceux-là nous viennent par atavisme des erreurs de jugement de nos prédécesseurs dans la vie ; ils nous viennent encore de la conformation actuelle de la Société, qui diffère si peu de celle des anciens, puisque l'Histoire de nos jours enregistre les mêmes faits et gestes, les mêmes évolutions ou décadences, les mêmes révolutions et les mêmes commencements que ceux qui furent enregistrés par l'Histoire des temps anciens. Preuve que l'humanité change bien peu et bien lentement. Preuve encore que la Maçonnerie a toujours sa raison d'être, puisque nous ne sommes pas près d'arriver à l'édification symbolique du Temple de Salomon. Eh bien ! ces préjugés sociaux sont encore plus dangereux que les préjugés religieux, car nous les possédons tous un peu en nous, tandis que les préjugés religieux trouvent des réfractaires résolus, comme nous le sommes tous.

Religieux ou Sociaux, les préjugés se sont dressés contre la proclamation du droit à l'avortement, prêché par quelques penseurs.

Et, d'abord, qu'est-ce que le droit à l'avortement ? C'est le droit reconnu à la femme d'être ou de ne pas être mère, à sa convenance ; c'est la liberté de la maternité ; c'est, en un mot, la proclamation que l'avortement ne sera plus un crime.

La Liberté de la Maternité. — Ah ! je sais qu'il est des hommes qui n'y souscriront jamais. Ne sont-ils pas émus, ceux-là, par la misère qui les entoure ? Le prolétaire n'a guère de distractions ; il fait des enfants, il en fait beaucoup, il en fait trop.

Et quel plus grand crime que celui de mettre au monde des êtres voués dès leur naissance à la misère ? Le monde, un jour, sera-t-il assez grand pour contenir toute cette humanité souffrante ?

Lorsque Malthus poussa, il y a bien longtemps, son cri d'alarme, lorsqu'il montra aux populations, par un raisonnement méthodique, mathématique, que la procréation intensive préparait plus de misère aux générations à venir, ce fut un tolle général. Quoi ! prêcher la limitation de la procréation, prêcher la dépopulation ! Et les bourgeois ventrus qui savent, eux, n'avoir qu'un enfant unique, trouvaient cela abominable, et l'on apprit dans nos livres de jeunesse que cette théorie était contraire à la nature, et l'on apprend encore cela à nos enfants !

Contraire à la nature ! — Dans un jardin il pousse naturellement de bonnes et de mauvaises herbes ! quand l'habile jardinier arrache ces dernières, n'accomplit-il pas un acte contre la nature, pour l'asservir à l'homme qui tend constamment au mieux-être ?

L'enfant a droit à la vie à sa naissance, mais à partir *de sa naissance seulement*. — Auparavant, il appartient à la mère seule, comme une chose dont elle peut disposer, comme un peu de sa chair et de son sang.

Ah ! il sied bien à de prétendus philosophes de voir un crime dans l'avortement, alors qu'ils peuvent éviter, chez leur femme, la conception, en lui faisant opérer les ovaires. Cette opération ne peut être permise qu'aux riches. Et le pauvre devra donc être obligé de nourrir une bouche de plus, s'il a déjà une demi-douzaine d'enfants, parce qu'il ne sera pas en mesure d'employer le moyen préventif qu'est cette opération. — La théorie de Malthus n'était point ridicule, qui mettait en garde contre la procréation intensive. L'idée du philosophe était pensée profondément. Hélas ! que d'idées ne sont pas assez pensées ! Cette idée a fait du chemin et une nouvelle école s'est formée, l'école des néo-malthusiens, qui a repris cette idée mère, l'a adaptée à nos mœurs, à nos besoins et qui indique comme remède principal au mal indiqué par Malthus le droit à l'avortement.

Solution osée peut-être, mais combien franche et combien radicale !

Oh, je connais les objections que l'on pourra me faire ! nous allons, si vous le voulez bien, mes FF., les examiner ensemble une à une.

Cette théorie serait immorale ! — Est-il plus moral d'avoir beaucoup d'enfants ? Pourquoi ?

Est-il plus moral de voir un rachitique ou un tuberculeux procréer à profusion des êtres au sang vicié, que de voir ces malheureux s'abstenir de lancer dans la vie des parias de la Société, qui mourront au bout de quelques années après d'horribles souffrances ?

Poser pareille question, c'est la résoudre.

Non, mes FF., il n'est pas immoral de dire à ceux qui nous entourent, s'ils sont miséreux, s'ils sont malades : « Ne faites pas d'enfants, où ne les laissez pas venir à la vie. » Le Spartiate allait encore plus loin, puisque, même après la naissance de l'enfant, il s'arrogeait le droit de le détruire s'il ne paraissait pas de constitution robuste. N'allons pas si loin, mais permettons aux parents malheureux où malades d'éviter d'augmenter encore de leurs rejetons le nombre déjà si grands des déshérités de la vie !

Cette théorie, pourrait-on objecter encore, constitue un véritable crime tant au point de vue social qu'au point de vue légal.

Crime au point de vue légal ? — Oui la loi défend l'avortement volontaire. Mais c'est précisément contre cette manière de voir que les néo-malthusiens protestent. Pourquoi un crime ? Le législateur ne crée rien. Il subit l'influence de l'opinion publique. L'opinion publique ne considère plus l'avortement comme un crime, puisque chaque fois le Jury, appelé à juger dans des affaires de ce genre, a acquitté.

Le Jury, c'est le peuple ; et le législateur n'en est que le représentant. Les Pouvoirs publics l'ont si bien compris qu'un projet de loi est déposé sur le bureau des Chambres, décidant que les personnes poursuivies pour avortement ne passeront plus en Cour d'assise mais en Police correctionnelle ; ce ne sera plus un crime, ce sera un simple délit ; mais ce sera déjà trop, car ce n'est pas la répression qui empêchera les avortements nécessaires et je démontrerai tout à l'heure qu'il est préférable d'autoriser cet acte, lorsqu'il est nécessité par les circonstances, plutôt que de courir les risques de l'avortement clandestin, doublement meurtrier parfois !...

Un crime au point de vue social ? — Avez-vous le droit, nous dira-t-on, de détruire ce qui sera un être humain. Pourquoi pas, s'il y va de l'intérêt de l'humanité entière ?

Vous absolvez le médecin qui tue l'enfant lorsque la mère est en danger, parce que l'intérêt de la mère est supérieur à celui de l'enfant à naître. Vous vous arrosez le droit de mettre à mort un criminel parce que vous supposez que l'intérêt de la Société l'exige et vous refuseriez à la mère le droit de supprimer ce qui est à elle, une partie d'elle-même, alors que l'amour maternel, que la plus

misérable des femmes possède en elle, est sacrifié par elle à une raison majeure, soit la crainte légitime d'un surcroît de misère pour elle, son mari, ses autres enfants, soit la crainte de laisser vivre un être contaminé, au sang vicié, qui deviendra un paria de l'existence. Ce n'est pas un crime, c'est une nécessité.

J'en arrive à l'objection qui paraît la plus sérieuse au premier abord, mais qui est tout aussi vaine que les autres. Cette objection, la voici :

Cette théorie est antipatriote. Elle l'est, parce que le droit à l'avortement reconnu, c'est la dépopulation et la dépopulation est un mal qui tue peu à peu la France et la réduira bientôt à l'anéantissement.

Voilà le principal argument des adversaires de la théorie que je vous expose aujourd'hui ? Eh bien ! cet argument est erroné. Pourquoi ? Parce que cette théorie est prêchée partout, et c'est au nom d'une humanité meilleure que des penseurs allemands proclament la liberté de la maternité. Le monde entier y souscrira, car il y va de la santé, non de l'individu mais de tous les hommes de la terre.

Est-il antipatriotique de rêver l'abolissement de toutes les frontières, le désarmement universel ? Quiconque parle au nom de l'Humanité entière n'est point antipatriote ; quiconque vise à une humanité toujours meilleure agrandit sa propre patrie.

Et encore est-on antipatriote parce que l'on demande aux malades de ne point procréer, parce que l'on demande aux phthisiques, aux tuberculeux, aux rachitiques, aux miséreux de limiter les naissances.

N'est-ce point au contraire le comble du patriotisme, de ne présenter pour la défense de la patrie que des êtres sains de corps, sains d'esprit, qui ne marcheront pas en aveugles mais qui, la naissance étant limitée et la richesse mieux partagée, défendront avec plus de vigueur le bonheur et le bien-être que voudrait leur ravir l'Étranger.

On s'étonne des progrès de l'anarchie et surtout de l'anti-militarisme qui en est une branche. N'est sincèrement anarchiste que le prolétaire qui ne peut jouir comme son frère de la vie matérielle, et ce prolétaire ne peut en jouir à cause du grand nombre de ceux qui partagent son triste sort.

La main-d'œuvre partout dépasse les besoins du travail, quand elle n'est pas supplantée par la « machine », résultat des progrès scientifiques accomplis.

Quand le prolétaire sera moins prolifique, il y aura moins de misère. La richesse générale sera mieux partagée. Donnez un peu de bien-être au miséreux, et il deviendra bientôt plus chauvin et plus militariste que le plus gavé des bourgeois. La patrie n'aura qu'à gagner à cet état de choses.

En tous cas si nous disons aux prolétaires de faire un peu moins d'enfants, nous n'empêchons point les bourgeois d'en faire le plus possible, car ils peuvent les nourrir et les éduquer comme il convient. La compensation ainsi s'établira d'elle-même.

*
* *

Il me reste, mes FF., à conclure, en vous montrant la nécessité, je dirai même l'urgence qu'il y a à autoriser l'avortement.

Que nos législateurs le veuillent où non, que notre raison l'admette où le refuse, ce droit à l'avortement que de malheureux le prennent d'eux-mêmes ! Les lois ne peuvent empêcher ce qui est. De pauvres femmes s'en vont tous les jours, cachant leurs angoisses et leurs larmes, dans quelque bouge infâme, à l'abri des yeux indiscrets, se faire avorter par une femme — qui n'a de sage que le nom — une mégère qui ne craindra pas, pour de l'argent, de mettre en péril la vie de la mère, lorsque celle-ci lui demande la suppression de son enfant ! Que de misérables femmes ont ainsi disparu assassinées par des commères inexpérimentées ! Ces tristes expériences ne suffisent-elles pas à démontrer la nécessité d'autoriser l'avortement qui ne sera plus, dès lors, clandestin ?

Soignée par un homme de l'art, opérée consciencieusement en tenant compte des mesures d'hygiène nécessaires, la mère survivra plus forte ; elle affrontera avec plus de courage les difficultés de la vie, et, si elle réussit à les vaincre, à assurer un peu son avenir, croyez bien qu'alors son amour maternel l'emportera et que sa prochaine grossesse, au milieu de la joie et du bonheur, lui permettra de donner le jour à un être sain et fort, utile à la famille et à la Société.

Le droit à l'avortement est moral, patriotique, humanitaire. Il est de plus le résultat d'une nécessité flagrante ; en tous les cas, un préservatif contre la misère et la maladie des générations futures. C'est, en un mot, la saignée nécessaire faite à l'unanimité pour la rendre meilleure.

Un tel document se passe de commentaires ; cependant nous nous en voudrions de ne pas relever quelques-uns des sophismes dont il est émaillé. Comment peut-on savoir avant qu'il ne soit né, si un enfant sera heureux ou malheureux ? Comment encore peut-on savoir, avant sa naissance, si un être à venir peut être considéré comme une bonne ou une mauvaise herbe qu'un jardinier aura le droit d'arracher préventivement ? De quel droit assimiler au criminel que la société supprime pour sa sauvegarde, un être à venir qui n'a

pu commettre aucun crime puisqu'il n'a pu encore agir? etc. Mais je m'arrête : je croirai faire injure à mes lecteurs en insistant sur ces ignominieux truquages de la raison et du bon sens.

Et que l'on ne s'y trompe pas : la thèse soutenue par le F. : et ses nombreux émules, cette thèse mise en pratique par le F. : Robin à Cempuis, c'est l'essence même de la doctrine maçonnique. Dans sa haine contre l'Eglise, la Franc-Maçonnerie veut supprimer la famille, base de toute l'organisation sociale chrétienne : dès 1838, dans une circulaire secrète adressée aux grands initiés de la Franc-Maçonnerie et qui a été publiée plus récemment dans les *Sociétés Secrètes et la Société* du P. Deschamps, on pouvait lire des instructions dans le genre de celle-ci :

J'entendais dernièrement un de mes amis rire d'une manière philosophique de nos projets et nous dire : « Pour détruire le catholicisme, il faut commencer par supprimer la femme. ». Le mot est vrai dans un sens. Mais puisque nous ne pouvons supprimer la femme, *corrompons-la*. Le meilleur poignard pour frapper l'Eglise au cœur, c'est la *corruption*. A l'œuvre donc jusqu'à la fin.

Et la même circulaire maçonnique secrète conclut ainsi :

Popularisez le vice dans les multitudes. Qu'elles le respirent par les cinq sens, qu'elles le boivent, qu'elles s'en saturent. *Faites des cœurs vicieux et vous n'aurez plus de catholiques. Ne nous laissons donc jamais de corrompre.*

Ces doctrines restent la pierre angulaire de la Maçonnerie ; elles continuent à faire loi dans les Loges : ancantir l'Eglise en supprimant la famille, et supprimer la famille en corrompant la femme, dût l'humanité même disparaître.

A la lumière de tels textes, on comprend bien Robin, et Meslier, et Cantonnet, et Paraf-Javal, et Oppenheim, et Caron et tous les estimables FF. : leurs pareils, qui préconisent l'avortement et la prostitution.

Il ne faudrait pas croire que ces efforts, ces manœuvres louches, cette propagande malsaine n'aient pas produit leur effet. Le *Journal Officiel* publiait au mois de juillet de l'année dernière le mouvement de la population française en 1914,

et relatif seulement aux 77 départements qui n'ont pas été envahis par l'ennemi :

Le nombre des décès est provisoirement fixé à 647.549, en augmentation de 58.740 sur le chiffre de l'année 1913 (588.809) ;

2° Le nombre des naissances est fixé à 594.222, en diminution de 10.232 sur le chiffre de l'année 1913 (604.454) ;

3° L'excédent des décès sur les naissances a été de 53.327. C'est dire que, d'après ces chiffres provisoires, la population de la France a diminué l'an dernier de 53.327 unités. En 1913 il y avait eu un accroissement insignifiant de 15.645 unités ;

4° Le nombre des mariages a été de 169.011 en diminution de 78.742 sur le chiffre de l'année 1913 (247.753) ;

5° Le nombre des divorces a été de 7.884, en diminution de 4.440 sur le chiffre de l'année 1913 (12.344).

On se rendra mieux compte des conséquences qu'ont eues les cinq premiers mois de guerre sur le mouvement de la population française en comparant, non plus les chiffres relatifs à l'ensemble des années 1913 et 1914, mais ceux qui concernent le second semestre de ces deux années. Les hostilités ayant éclaté le 1^{er} août, l'influence de la guerre s'est tout entière exercée pendant le second semestre.

Si l'on considère la totalité du territoire français, à l'exception des sept départements : Aisne, Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Pas-de-Calais et Somme, et aussi à l'exception des arrondissements de Reims et Sainte-Menehould (Marne), de Compiègne (Oise), de Saint-Dié (Vosges), les actes de l'état civil donnent les renseignements provisoires que voici :

1° Pendant le second semestre de l'année 1914, le nombre des décès enregistrés a été de 323.018, au lieu de 280.804 pendant la période correspondante de 1914 ; soit une augmentation de 42.214 ;

2° Le nombre des naissances a fléchi, d'une année à l'autre, de 6.676 (300.304 dans le second semestre 1913 et 293.628 dans le second semestre 1914) ;

3° Le nombre des mariages a fléchi de 65 p. 100 : 43.585 seulement dans le second semestre 1914 contre 122.754 dans le second semestre 1913.

Dans les milieux les plus divers, on s'est ému d'un pareil état de choses : le 8 mars dernier, la Chambre de Commerce de Paris, réunie en Assemblée annuelle, a adopté un rapport présenté par M. T. Henry, au nom de sa commission des questions économiques et concernant la dépopulation.

En voici les conclusions :

La Chambre de commerce de Paris,

Soucieuse de l'avenir économique de la France comme aussi de son développement moral, intellectuel et artistique ;

Emue de la diminution constante de la population constatée par les recherches des penseurs, des sociologues, des médecins et des sociétés savantes, et confirmée par les statistiques officielles du ministère du travail et de la prévoyance sociale ;

Consciente de la grave répercussion qu'aura dans un avenir très prochain la décroissance de la population dans le pays, tant sur sa grandeur morale que sur sa puissance militaire et son rayonnement dans le monde ;

Reconnaissant le grave péril que la diminution des forces actives, conséquence de la dépopulation, fait courir à l'industrie, au commerce et à l'agriculture en restreignant la production et conséquemment la fortune publique ;

Considérant que toute expansion du commerce extérieur, toute mise en valeur du sol national comme aussi des vastes territoires de nos colonies, que de même toute augmentation de notre puissance maritime se trouvent entravées par la diminution de la population ;

Considérant que la cause principale de cette diminution de la population est l'abaissement de la natalité ;

Considérant qu'il résulte des études approfondies faites sur cette question et notamment des travaux visés au cours de ce rapport que ce mal peut être conjuré par une modification profonde des idées et des mœurs, et aussi par une suite de réformes judiciaires, administratives, fiscales et financières, parmi celles-ci le régime de la naturalisation et de l'immigration.

Considérant que les lois de 1900, relatives au travail des apprentis dans les ateliers où sont occupés des adultes, ont apporté des entraves à la mise en apprentissage des enfants, au grand dommage de l'industrie et aussi des parents tenus de pourvoir aux besoins de ces enfants, alors qu'ils pourraient être allégés de cette charge ;

Considérant que toutes mesures édictées jusqu'ici au profit des familles nombreuses n'ont été que des mesures d'assistance, alors que la justice commande que l'Etat aide et encourage efficacement ceux qui, en fondant une famille, ont augmenté la force productive du pays et conséquemment sa richesse ;

Considérant que le Parlement a déjà entrepris l'étude de la dépopulation ;

Qu'à la suite du rapport du professeur Lannelongue un programme méthodique d'études a été adopté et une série de propositions destinées à régler toutes les faces du problème ont été envisagées ;

Qu'une seule de ces propositions a été discutée par le Sénat et votée en première lecture ;

Considérant que les statistiques officielles constatent que la décroissance de la population que signalait le docteur Lannelongue en 1909 a toujours été en s'accroissant depuis cette date ;

Que notamment cette décroissance limitée à quelques régions se constate actuellement dans tous les départements ;

Considérant l'urgence et la gravité de la question,

Émet le vœu :

1° Que soient utilisées toutes les ressources de la morale, de la littérature, de l'art, de la presse, pour faire connaître à la nation le grave péril que fait courir à la France l'abaissement de la natalité et préparer ainsi l'évolution des idées et des mœurs nécessaires pour y parer ;

2° Que soient au plus tôt votées par le Parlement les réformes judiciaires, administratives, fiscales et financières propres à enrayer la dépopulation, et notamment que soient repris les différents problèmes soulevés au Sénat par le rapport du professeur Lannelongue et que les solutions nécessaires soient appliquées sans retard ;

3° Que soient revisées les lois relatives au travail des apprentis employés dans les ateliers où sont occupés des adultes ;

4° Que soient étudiées et votées toutes les lois tendant à combattre l'alcoolisme ;

5° Que l'aide apportée par la loi aux familles nombreuses cesse d'être une mesure d'assistance et soit dorénavant suffisante pour encourager efficacement ceux qui, créant une famille, ont ainsi augmenté la richesse du pays.

La Chambre de Commerce de Paris n'est pas un corps politique ; toutes les opinions sont représentées dans son sein ; ce vœu est l'exposé d'un problème économique et nullement moral ou religieux ; il dénonce un danger qui menace les œuvres vives de la nation.

En vain prétendra-t-on nous opposer les motifs d'aide social, clichés usés dont la Maçonnerie s'est servie pour détourner l'attention de son œuvre occulte et malsaine. En vain répétera-t-on que la dépopulation en France résulte de la recherche du bien-être, d'une prévoyance mal comprise des parents. Ces arguments seraient bons pour tous les peuples civilisés. Or, ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Belgique, ni les États-Unis, ni le Canada ne souffrent du

mal de la dépopulation. Pas davantage, en France même, les provinces restées croyantes, qui sont demeurées prolifiques. Les statistiques officielles montrent que la crise de la dépopulation sévit surtout dans les grandes villes, dans les centres industriels où toutes les classes sociales subissent directement ou indirectement l'influence maçonnique ; où l'on entend couramment dans les lieux publics professer les thèses qu'on enseigne dans les Loges et qui sont répandues ensuite au dehors par les agents, conscients ou inconscients, de cette redoutable propagande.

Quel que soit le but ultime qu'elle poursuive en enseignant le malthusianisme, la corruption de la femme et la dépopulation systématique, nous avons le droit de dire que la Franc-Maçonnerie s'est faite l'alliée la plus zélée de l'Allemagne, que c'est à elle que la France doit ses malheurs actuels, puisque nos ennemis nous ont déclaré la guerre sous l'empire de cette conviction que « les cinq fils de la famille allemande viendraient facilement à bout du fils unique de la famille française. »

H. DE RAUVILLE.





Opinions sur le Moyen Age

« ... Regarde avec toute diligence comment les gens vivent en paix dessous toi, par especial es bonnes villes et cités. Maintiens les franchises et les libertés esquelles les anciens les ont gardées. Plus elles seront riches et puissantes, plus tes ennemis et adversaires douteront de t'assaillir et méprendre avec toi. »

(*Testament de Saint-Louis*, conseils à son fils.)

« ... Vers le ^x^e siècle, les classes populaires avaient déjà conquis leur liberté et elles en jouissaient pleinement. Il y a des ordonnances royales qui dépassent, sur certains points, les garanties modernes de la monarchie constitutionnelle. Il n'y a point, chez nous, de droits de fraîche date ; notre génération doit tous les siens au courage des générations qui l'ont précédée. »

Augustin THIERRY.

« ... Nulle taxe ne pouvait être exigée sans le consentement des contribuables ; nulle loi n'était valable si elle n'était acceptée par ceux qui lui devaient obéissance ; nulle sentence légitime si elle n'était rendue par les pairs de l'accusé. Voilà les droits de la société féodale, que les États Généraux de 1789 retrouvèrent sous les débris de la Monarchie absolue. »

Victor DURUY.

« ... Dans les sciences comme dans la philosophie, le Moyen Age a été le grand initiateur, le germe fécondant des progrès futurs et des grandes conceptions scientifiques et ce germe y abonde. C'est au ^{xiii}^e siècle que sont dus ces grands moteurs qui imprimeront désormais aux sciences un si rapide essor : la reconnaissance de l'observation et l'idée mere de l'expérimentation.

« On a mieux aimé condamner le Moyen Age que de se donner la peine de l'étudier. Cependant, les sciences et la philosophie y acquirent le plus magnifique développement. Déjà, Leibnitz avait laissé entrevoir que cet âge renfermait de grandes richesses; Cousin, Jourdain, de Humboldt en font le plus grand éloge. »

Le matérialiste POUCHET.

(Cités par Maurice Adam, *La tradition Celtique*, pp. 72-73.)





LES PROVINCES FRANÇAISES

A-T-ON remarqué que, depuis la fixation des lignes ennemies en France, les communiqués officiels de notre grand état-major désignent les divers secteurs où se déroulent les contacts ou les batailles par les noms des provinces dans lesquelles sont situés ces secteurs : LE FRONT DE PICARDIE, D'ARTOIS, DE CHAMPAGNE, DE LORRAINE, DE HAUTE ET DE BASSE-ALSACE? L'autorité militaire emploie des noms de cours d'eau ou de chaînes de montagne : *la Somme*, *l'Aisne* et les *Vosges* pour localiser certaines actions de guerre; mais elle les emploie à titre d'indication géographique, jamais pour désigner cette circonscription administrative arbitraire que l'on appelle un département.

Manifestement ces qualifications provinciales dans des documents officiels sont « illégales », aussi nettement illégales que le serait le terme « sou » pour désigner « cinq centimes » et l'on sait que sur ce point l'Etat n'entend point raillerie : certaines feuilles à un sou en savent quelque chose à qui les tribunaux ont interdit l'usage de ce terme désuet sur leurs manchettes...

D'où vient donc que nos gouvernants tolèrent qu'aujourd'hui, cent vingt-sept ans après la Grande Révolution, on en revienne à ces ci-devant vocables réactionnaires? Est-ce une façon de « sortir de la légalité pour rentrer dans le droit »,

selon un mot célèbre, et faut-il voir là une concession à « l'union sacrée », un désir de retour aux vraies traditions nationales dont les tendances se faisaient jour, et se précisaient même, à la veille de la guerre ? Peut-être ; mais bien plus sûrement ces désignations exactes et traditionnelles ont dû se rencontrer tout naturellement sous la plume du militaire, cet ultime gardien de nos traditions nationales, pour qui les divisions rationnelles de la France établies depuis deux mille ans sont restées les mêmes, parce qu'il n'en peut être autrement.

Il a compris d'instinct que ceux qui souffrent, à l'heure actuelle, de la domination étrangère, ce ne sont pas des administrés abstraits de tel et tel département, mais les Picards, les Artésiens, les Champenois, les Lorrains et les Alsaciens, descendants lointains des Ambanienses, des Atrebates, des Catuellares, des Suessions, des Sequanes, des Rèmes, des Leuques, des Bellovaques, des Equestres, des Basiliens, de toutes ces peuplades gauloises qui ont gardé leurs caractéristiques et leurs personnalités, en dépit des invasions romaines ou germaniques, de l'anarchie révolutionnaire et des distinctions arbitraires qui en ont été la conséquence ; c'est, en définitive, un hommage rendu à la constitution intime, profonde, de la France éternelle.

Ceux qui rédigent les communiqués officiels ne s'embarassent pas peut-être de telles considérations ; mais elles agissent, à coup sûr, sur eux par l'effet d'un atavisme lointain et inconscient.

Car nos provinces demeurent, malgré tout. Elles continuent à concorder avec les limites des peuples gaulois qui les ont fondées et leur ont imposé leurs noms ethnographiques, limites que le conquérant romain a respecté dans les cités gallo-romaines auxquelles il a laissé leurs usages et leurs coutumes, ne leur demandant, selon la méthode reprise par les Anglais à l'heure actuelle, qu'à lui fournir des subsides et à accepter ses colons.

A vrai dire, Rome, pour la facilité d'administration des territoires conquis, avait aggloméré un grand nombre de cités sous des gouvernements aux circonscriptions étendues :

Gaules lyonnaises, Gaules Beligues, Gaule Séquanaise, Gaule Viennoise, Aquitaines, Narbonnaises, etc.; mais quand commença à se reconstituer la France moderne, ces délimitations purement administratives s'effacèrent sans peine pour ne laisser subsister que les cités, devenues des *pagi*, vocable substitué à celui de *civitas* par les nouveaux conquérants.

Le *pagus* empruntait le plus souvent les limites de la cité; et, lorsqu'il n'était pas identique à une *civitas*, il représentait ordinairement une fraction de cité.

Le fonctionnaire placé à la tête du *pagus*, dit M. Longnon dans son *Atlas historique de la France* était le comte (*Comes*) qui exerçait à la fois le pouvoir administratif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir militaire : de là le nom de comté, *comitatus* qui, de l'office du comte, passa dès la deuxième moitié du VIII^e siècle, à la circonscription qu'il administrait, c'est-à-dire au *pagus*. Le mot *ducatus*, employé pour désigner le territoire soumis à l'autorité du duc (territoire comprenant plusieurs *pagi*) se rencontre dès l'année 640.

Quand s'établit la féodalité, les offices révocables de ducs et de comtes devinrent héréditaires et patrimoniaux; il en résulta que les duchés et les comtés purent s'accroître ou se morceler par suite de conquêtes, de mariages ou de partages; mais la cité gallo-romaine n'en resta pas moins, envers et contre tout, la véritable base de notre organisation provinciale.

Il est digne de remarque, dit Fustel de Coulonges dans son *Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France*, que ces vieux Etats gaulois ont conservé jusqu'à une époque très voisine de nous leurs noms, leurs limites et une sorte d'existence morale dans les souvenirs et les affections des hommes. Ni les Romains, ni les Germains, ni la féodalité, ni la monarchie n'ont détruit ces unités vivaces; on les retrouve encore dans les provinces et les pays de la France actuelle.

Un certain nombre de ces unités subsistèrent, complètes et intactes, jusqu'en 1789, sans que pendant cet espace de près de deux mille ans aucune adjonction, ni aucun démembrement important soit venu modifier leur individualité. Ces provinces ont même conservé leurs noms primitifs, nom

francisé du peuple gaulois auquel elles correspondent. On peut citer :

L'*Anjou* (Andecavi), le *Maine* (Cenomani), la *Touraine* (Turones), l'*Orléanais* (Aureliani), le *Berry* (Bituriges), le *Limousin* (Lemovices), la *Picardie* (Ambianenses), le *Soissonnais* (Suessiones), l'*Artois* (Atrebates), le *Boulonnais* (Bononienses), le *Beauvaisis* (Bellovaci), le *Poitou* (Pictavi), l'*Angoumois* (Ecolismeuses), la *Saintonge* (Santones), le *Périgord* (Petrocorii), l'*Auvergne* (Arverni), le *Rouergue* (Ruteni), le *Quercy* (Cadurci), Le *Velay* (Vellavi), le *Gévaudan* (Gabales), le *Bordelais* (Bituriges Vivisci), le *Bazadais* (Vasates), le *Bigorre* (Biterrienses), la *Champagne* (Cattuellani), le *Vermandois* (Veromandui), le *Senonais* (Senones), le *Chartrain* (Carnutes), le *Limousin* (Lemovices), etc.

Certaines provinces correspondent à plusieurs cités ou *pagi* réunis et fondus les uns dans les autres sous l'influence de causes différentes. La *Bretagne*, formée d'une infinité de clans celtiques, qui, eux aussi, avaient formé des cités distinctes, dut recourir à une forte centralisation pour s'opposer aux attaques de ses voisins, et dès le ix^e siècle elle était constituée en territoire indépendant. Néanmoins ses cités : *Rennes* (Redones), *Nantes* (Namnetes), *Quimper* (Coriosolites), *Vannes* (Venetes), etc., conservent leurs noms et leurs personnalités. Il en est de même de la Bourgogne, dont les cités furent centralisées par les conquérants burgondes, tout en gardant leur personnalité propre, et de l'ancienne Neustrie qui, malgré la forte emprise des Normands et la puissante unité imprimée par eux aux sept Etats faisant alors partie de cette *Lyonnaise-seconde*, voit ces cités garder leurs noms et leurs types : *Avranches* (Abricantes), *Bayeux* (Bajocasses), *Evreux* (Ebroici), *Lisieux* (Lexovii), *Séez* (Sagii), auxquels il faut ajouter les deux états importants des Vellocasses, dont la capitale était *Rouen* (Rotomagus), et des Unelli dont la capitale était *Constantia* (Coutances).

Ainsi ressuscitèrent partout, dès qu'elles furent débarassées de lisières administratives romaines, nos provinces ethniques, qui continuèrent à évoluer dans leur type, conservant leurs coutumes, leurs états, et leurs magistrats. Cette

existence propre à chacune d'elles ne fut jamais entravée ni sérieusement troublée par la monarchie capétienne. A la vérité nos lois supprimèrent ou laissèrent tomber en désuétude, surtout dans les petites provinces, les Etats provinciaux composés de délégués élus par les trois ordres ; cependant dans la plupart des grandes provinces ces Etats subsistèrent jusqu'à la Révolution ; mais qu'il s'agisse de provinces d'Etats ou de provinces d'Election, la coutume propre à chaque province lui fut conservée et ses magistrats lui furent toujours maintenus.

Qu'étaient-ce que ces coutumes et jusqu'à quel point les habitants y étaient-ils attachés ?

C'est ce que va nous dire le vicomte de Romanet, dans son beau livre *Les Provinces de la France*, auquel nous avons emprunté une partie des éléments de cet article :

Les Romains, en organisant en Cités les peuples gaulois, leur avaient laissé « leurs lois et leurs Magistrats » ; les bouleversements produits par les grandes invasions ne détruisirent pas cet état de choses, les nouveaux venus étant jugés suivant leurs lois personnelles, jusqu'à ce qu'ils fussent fondus dans le reste de la population ; dans les cas, peu nombreux du reste, où la féodalité modifia les anciennes limites des Cités, comme la justice était un des attributs de la puissance seigneuriale, la jurisprudence des tribunaux de ces grands-fiefs finit par former une coutume, s'appliquant au territoire du grand-fief : quand cette situation se fut prolongée plusieurs siècles, ce grand fief, quoique ne correspondant pas à une cité, fut généralement regardé comme une province, parce qu'il en possédait un des caractères principaux : la Coutume propre.

L'Histoire établit la persistance de ces antiques lois, issues primitivement des « leges » des cités gallo-romaines ; « Les Wisigoths ne changèrent rien aux coutumes de Toulouse, ni à son administration. Le passage de Toulouse sous la domination des Francs n'apporta non plus aucun changement à ses coutumes : Les Germains apportaient dans l'empire le principe de la personnalité de la loi. Sous la féodalité, les Comtes du midi s'affranchissent de la royauté : ils respectent toujours les us et coutumes des villes qui se trouvaient dans le comté qu'ils administraient d'abord et qui devint leur fief » (1).

(1) Cours professé à l'école des Chartes par M. A. Tardif, sur les Coutumes de Toulouse.

Les principes les plus précieux de notre droit public remontent jusqu'au premier âge, et c'est de là qu'ils sont venus de main en main jusqu'à nous, par une tradition que les rois et les peuples ont toujours également respectée ; et, ce qu'on ne saurait trop remarquer, c'est cette vénération seule qui a fait, depuis seize cents ans, et qui fait encore aujourd'hui leur sûreté commune (1).

La principale modification apportée à ces coutumes dut avoir pour but de les mettre en harmonie avec la doctrine chrétienne formulée dans les décrets des Conciles et les Constitutions apostoliques. Il n'est donc pas étonnant que la législation coutumière, qui constitue notre véritable droit civil national et traditionnel, soit imprégnée de l'esprit chrétien et par là même, éminemment sociale. Le code Napoléon, au contraire, rédigé sans le consentement ni l'acceptation des intéressés, par des légistes entichés du droit romain, vint donner force de loi dans toute la France aux maximes païennes et anti-sociales de l'individualisme et du Césarisme de la Révolution. Les auteurs de ce beau texte le croyait éternellement immuable ! Hélas ! depuis plus de cent ans, le travail de notre Parlement ne consiste qu'à en modifier et remodifier les articles : travail du reste incohérent de gens incompetents et irresponsables, contre la folie desquels ne sont aucunement protégés les intérêts ni les droits de ceux sur lesquels on légifère ; ces derniers, c'est-à-dire les habitants de la France, n'ayant plus de représentation effective : le député et le sénateur actuel ne sont pas, en effet, des mandataires, comme l'étaient nos anciens députés aux Etats, mais des Souverains !

Nos vieilles coutumes, au contraire, expression d'une jurisprudence positive, plusieurs fois séculaire, répondaient avec une précision rigoureuse à ce que, dans chaque pays, on regardait comme juste, raisonnable, conforme à l'équité : c'était l'adaptation adéquate des règles de la justice éternelle à l'état social actuel de la province, adaptation à laquelle on était arrivé non *a priori*, mais par une expérience de chaque jour. « Mœurs, coutumes du coin natal, ceci représente le fruit de longs tâtonnements, d'efforts faits à travers les siècles par les divers groupements humains, pour trouver leur équilibre, les règles les mieux appropriées à leur tempérament, leur sol, leur histoire. A ces mœurs, à ces coutumes être attaché, c'est donc tout naturellement profiter d'un trésor d'expériences, c'est participer à la discipline sociale pour nous en même temps

(1) Citation de l'avocat Le Paige (1753), dans Funck-Brentano, Le Roi, p. 327.

la plus légère et la plus favorable, puisqu'elle a été modelée à notre mesure, étant enfantée par le même passé que nous (1). »

Les divergences entre les coutumes des diverses provinces tenaient évidemment à des circonstances matérielles ou historiques ayant influé non seulement sur les goûts, mais sur les besoins matériels et moraux de leurs habitants ; on était jadis d'avis que ces habitants, étant les principaux intéressés à la forme de ces coutumes, devaient avoir seuls le pouvoir d'y toucher. Aussi, le Roi considérait-il le *droit civil*, qui formait l'objet de nos coutumes, comme un domaine privé dans lequel il n'avait pas à s'immiscer. L'étude des recueils de coutumes, et surtout des procès-verbaux qui les accompagnent, prouvent que la rédaction des coutumes, ordonnée par nos Rois dès le ^{xv}^e siècle et réalisée au commencement du ^{xvi}^e, et leur révision dans la moitié du ^{xvi}^e, furent opérées par la collaboration des représentants du clergé, de la noblesse et de députés nommés par les habitants de chaque paroisse : on conviendra que c'était là un suffrage universel beaucoup plus sérieux que celui d'aujourd'hui, puisque les députés étaient de vrais mandataires, et plus étendue, puisque même les femmes, devenues chefs de famille étaient représentées : ce travail de rédaction, puis de révision des coutumes, fut donc l'œuvre directe et réfléchie de toutes les classes de chaque province, l'acte du « peuple en ses Etats », délibérant avec compétence et autorité ; la promulgation faite par le Roi lui donna un caractère obligatoire pour tous les habitants du territoire soumis à chaque coutume.

Les trois principaux caractères de nos coutumes étaient : la *stabilité*, la *sociabilité* et la *spécialité*.

M. de Lamarzelle disait, en effet, au Congrès de Montpellier en 1912 :

Avant tout, la coutume était stable et à l'abri de toute modification brusque provenant d'une volonté étrangère. Seul le changement des mœurs pouvait, à la longue, lui ajouter ou lui retrancher, quelque chose, et, avant d'entrer dans la coutume écrite, ces nouveautés faisaient un long stage dans la jurisprudence pratique.

Dans une législation si prudemment formée et si sagement soumise au critérium de l'expérience, le Droit ne pouvait guère être atteint par une interprétation abusive. Il était en tout cas complé-

(1) Les libertés locales devant la Révolution et la Tradition, par L. de Montesquiou (*Action française* du 15 juin 1904).

tement à l'abri d'un coup de main tenté sous forme de loi de circonstance. La force pouvait passer outre au droit : elle n'avait pas créé *contre lui*, pour le remplacer, le fantôme messenger qui a nom *Légalité* (1). »

Nous avons vu que nos coutumes, inspirées par l'esprit chrétien, étaient sociales et non individualistes.

Enfin chaque province avait sa propre *coutume générale*, et beaucoup de pays, bourgs ou villes, avaient en outre leurs *coutumes locales*, dérogeant sur certains points de détail à la Coutume générale de leur province, le tout adapté parfaitement aux mœurs, aux idées, aux besoins de chacun.

Loin que ces coutumes aient perdu de leur valeur et de leur efficacité par l'expérience du temps, elles étaient au contraire regardées comme le palladium de l'autonomie et des libertés provinciales.

A la veille de la Révolution, les provinces d'Election réclamaient toutes la restauration de leurs Etats.

M. le vicomte de Romanet fait ici une observation fort juste :

Malgré leur antiquité vénérable, nos provinces étaient tellement conformes à la nature des choses, aux besoins matériels et moraux de leurs habitants, qu'elles avaient résisté pendant deux mille ans aux conquêtes, aux invasions, à la création de nouvelles institutions. Les unes (un tiers environ de la population totale du royaume) avaient encore au XVIII^e siècle leur autonomie complète (lois et magistrats) ; les autres n'avaient plus que leurs lois ou quelques institutions secondaires, mais leurs habitants se rendaient compte des libertés dont jouissaient les Pays d'Etats pour leur administration locale, et celle-ci produisait, de l'avis général, des résultats si satisfaisants que la plupart des pays d'élections, longtemps indifférents à la question, finirent par s'y intéresser et regrettèrent de ne plus jouir de la même organisation.

Dès 1711, Fénelon, rédigeant secrètement des « Plans de Réforme » pour le Duc de Bourgogne, proposait, comme une des premières mesures à prendre pour le bien du royaume, le rétablissement d'Etats particuliers dans les provinces où ils n'étaient plus réunis. En 1775, Dupont de Nemours écrivit, sous les yeux de

(1) Guy. Chardonchamp : Quelques propos d'un Contre-Révolutionnaire. Paris, Lethielleux, 1909, p. 82.

Turgot, un Mémoire au Roi sur les Municipalités où il prévoyait des assemblées provinciales électives ; en même temps, la plupart des Académies de province mettaient au concours la question des Assemblées provinciales, et les Remontrances de la Cour des Aides de Paris, rédigées par Malesherbes, en mai 1775, se terminaient par cette conclusion : « Le vœu unanime de la Nation est d'obtenir des Etats Généraux ou au moins des « Etats provinciaux. »

Necker, qui remplaçait Turgot en 1776, était un esprit fort distingué et sans doute animé des meilleures intentions, mais il était Genévois et protestant : il est donc fort naturel qu'il n'ait pas eu un sens très développé des vraies traditions françaises, ou plutôt qu'il n'ait pas eu le désir de s'y conformer. Aussi, lorsqu'il reprit, en 1778, le projet de Fénelon et de Turgot, il introduisit trois innovations : la première, peu importante pour les Assemblées provinciales, mais dont les conséquences furent des plus graves pour les Etats-Généraux, était le vote par tête combiné avec le doublement du Tiers-Etat — tandis que, d'après les lois fondamentales de la monarchie française, les Ordres délibéraient et votaient à part dans les Etats Généraux et dans la plupart des Etats provinciaux ; la seconde consistait, d'une part, à rendre les membres des assemblées plus dépendants de l'Etat, grâce à leur recrutement et, d'autre part, à substituer de simples Chambres consultatives à des corps autonomes agissant par eux-mêmes ; la troisième innovation consistait, au lieu de restituer à chaque province ses anciens Etats, à établir des assemblées dites provinciales pour chaque Généralité.

L'adoption des limites des Généralités, affublées du nom de provinces, était destinée à détruire l'esprit provincial et à faire oublier les anciens Etats toujours regrettés. Cette distinction entre les assemblées provinciales et les Etats, le caractère dépendant et consultatif des premières, est, dit M. de Luçay (1) un des points sur lesquels Necker insiste le plus et il rapporte ses propres paroles : « Ce ne sont point des pays d'Etats arguant d'anciens privilèges, mais de simples administrateurs honorés de la confiance du Roi. »

Si les deux premières innovations semblent avoir été acceptées sans difficulté, la troisième, au contraire, causa un profond désappointement et souleva des réclamations unanimes, ce qui prouve irréfutablement combien les provinces étaient encore vivantes et à quel point, dans toute la France, ou y était attaché.

Un des faits les plus indiscutables qui ressorte de l'histoire des Assemblées provinciales organisées sous Louis XVI, est donc le

(1) Les assemblées provinciales sous Louis XVI, p. 163.

désir des habitants des pays d'élections de voir établir, non pas des assemblées représentatives quelconques, mais les anciens Etats traditionnels de chaque province ; les grandes provinces, morcelées lors de la formation des Généralités, demandent la réunion de leurs diverses parties, et les petites provinces accolées à d'autres demandent à en être séparées.

Le succès obtenu par les Dauphinois ranima ou fit naître dans toutes les provinces l'espoir de voir renaître leurs Etats, de sorte que ce vœu fut un de ceux les plus unanimement formulés dans tous les cahiers rédigés pour les Etats Généraux de 1789.

Le Périgord avait demandé, en 1614, le rétablissement de ses Etats, comme ils étaient au temps de Louis XII : les trois Ordres de cette province renouvelèrent le même vœu en 1789. (Arch. Nat., C. 13, dossier 31.)

Le Quercy, le Rouergue, le Comminges et le Couserans demandèrent le rétablissement ou le maintien de leurs Etats. (Arch. Nat., C. 13, dossier 35, 1 et 2.)

La Saintonge demande la Conversion de l'Assemblée provinciale en Etats. (Arch. Nat., C. 13, dossier 37, pièce 3.)

L'Assemblée des trois Ordres du bailliage d'Amiens demande (Art. VII), qu'il soit établi dans tous les pays d'élection des Etats provinciaux. (Arch. Nat., C. 14, dossier 5.)

Tous les députés des sénéchaussées principales et secondaires d'Angoumois demandent : « Le régime des pays d'Etats pour la province d'Angoumois... les dits Etats feront la répartition et la perception de toutes les impositions, auront l'administration des routes, ouvrages d'art, canaux, haras, manufactures, hôpitaux, collèges, et généralement tous les établissements qui peuvent intéresser le bien public et la prospérité de la province. » (C. 14, dossier 7, pièce 8.)

L'art. 31 du cahier des communes de la province d'Anjou était le suivant : « Il sera établi dans chaque province, des Etats particuliers. » (14, dossier 8, pièce 6.)

La grande majorité des cahiers du Tiers-Etats du Perche demandent que les anciens Etats de la province du Perche soient rétablis et se tiennent de deux en deux ans (annuaire de l'Orne pour 1888, p. 122. La même demande est formulée dans le cahier de la noblesse du Perche. (Ann. de l'Orne, 1865, p. 349.)

« L'Intérêt de la Champagne exige que l'on forme des Etats provinciaux. »

(Cahier de Troyes, Eaux et forêts, p. 11, art. 11.)

Les habitants de l'Auvergne demandent le rétablissement de

leurs Etats, soit séparés (Haute et Basse) soit réunis. (C. 12, doss. 15.)

« Qu'il soit rétabli, dans la province ou généralité du Limousin, des Etats particuliers composés des trois Ordres de la province. » (Tiers de Tulle, art. IX, cité par M. Brette, p. 69) (1), l'art. 24 du cahier de la noblesse de Bailleul était rédigé en ces termes : « Accorder l'union des deux provinces de Flandre pour n'en faire qu'un seul pays d'Etats ».

Le 15 novembre 1788, la noblesse de Lorraine adressa aux ministres un mémoire pour obtenir le rétablissement des anciens Etats. (C. 13, doss. 24, cote 48.)

Le Barrois qui avait ses Etats et a conservé un régime particulier, depuis qu'ils ont été remplacés par la chambre des comptes de Bar, demande l'établissement d'une administration provinciale distincte de la Lorraine. (C. 13, dossier 24, cote 42.)

La liberté locale paraît aux électeurs si indispensable, que quelques-uns ne craignent pas de la placer en première ligne et de demander des Etats provinciaux même avant les Etats généraux (Cahier de la noblesse des eaux, de Saintonge, etc., cité p. M. de Poncins, les cahiers de 89, page 228).

Ce mouvement était si universel qu'on voit par une lettre du duc de la Rochefoucault, du 9 janvier 1789, que le gouvernement de Louis XVI avait alors pris son parti d'abandonner la constitution première des assemblées provinciales et d'y substituer le régime des Etats provinciaux (2).

Cette décision fut en tous cas officiellement publiée, lorsque Necker, le jour de l'ouverture des Etats généraux (5 mai 1789), prononça son discours où se trouvait le passage suivant : « Celle d'entre vos délibérations qui est la plus

(1) M. Brette conclut de ce passage que le mot de province était employé au sens de généralité ou ressort d'une intendance. On a vu que cet emploi avait eu lieu ailleurs, mais là il semble évident que *ou* est mis pour *ou dans la*. En effet, on pouvait transformer l'assemblée provinciale instituée en 1787 en Etats ayant le même ressort et comprenant par conséquent l'Angoumois, qui aurait ainsi été englobé dans les Etats de la généralité du Limousin, ce à quoi les Limousins ne voyaient pas d'inconvénient. Ou bien on pouvait rétablir les anciens Etats de la province du Limousin, en même temps que ceux de la province d'Angoumois, comme celle-ci le demandait.

(2) L. de Lavergne : Les assemblées provinciales sous Louis XVI, p. 348.

pressante, celle qui aura le plus d'influence sur l'avenir, concernera l'établissement des Etats provinciaux. Ces Etats bien constitués s'acquitteront de toute la partie du bien public qui ne doit pas être soumise à des principes uniformes, et il serait superflu de fixer votre attention sur la grande diversité de choses bonnes et utiles qui peuvent être faites dans chaque province par le seul concours du zèle et des lumières de leur administration particulière (1).

Les intentions du gouvernement royal n'étaient donc pas douteuses. D'autre part, les membres des Etats généraux avaient sous les yeux un résumé imprimé, rédigé par L. Prud'homme, de tous les vœux exprimés dans les cahiers de toutes les provinces, et ce résumé contenait le passage suivant :

« Les Etats provinciaux seront seuls chargés de l'administration totale et partielle de la province, tous les objets qui regarde la puissance exécutive exceptés... sans qu'il soit permis en aucun cas aux commissaires départis où intendants, ni à aucun ministre de se mêler directement ou indirectement de la dite administration (2).

En outre, il ne s'agissait pas là d'une innovation empirique, mais simplement de l'extension à toutes les provinces d'un mode d'administration qui avait donné les plus excellents résultats, aussi bien dans le Berri et la Haute-Guyenne où il venait d'être rétabli, que dans les anciens pays d'Etats, et contre lequel personne ne formulait la moindre objection.

Mais, la Constituante, composée de députés de tous ordres qui avaient reçu mandat impératif de réclamer la consécration solennelle des droits des provinces, supprima toute autonomie et détruisit toutes les libertés locales.

Pour comprendre ce phénomène, il faut se rappeler que la majorité des députés, et certainement les *meneurs* sans exception, étaient affiliés aux sociétés secrètes : illuminés, francs-maçons, etc., « dont le vœu commun, a dit Weishaupt, était

(1) L. de Lavergne : Les assemblées provinciales sous Louis XVI, p. 486.

(2) Trois V. in-8° p. L. Prud'homme et Laurent de Mézières. Bibl. nat., t. 24. — 1.

une révolution universelle ». Or, le mouvement réformateur et décentralisateur qui se produisait alors partout en France devait nécessairement arrêter le mouvement proprement révolutionnaire.

Le Grand-Orient, établi en 1772, avait unifié la direction de toutes les Loges maçonniques de France, répandues en 1787 dans deux cents quatre-vingt deux villes (dans Paris seulement, on en comptait quatre-vingt-une). Il est donc naturel que les illuminés qui voulaient, non des réformes, mais une révolution, aient supprimé tout ce qui pouvait faire obstacle à leur but : « Ce n'était pas la voix de la France qu'ils écoutaient et qui parlait en eux, c'était celle du Génie qu'ils incarnaient, génie étrange qui leur faisait perdre la notion des réalités pour les livrer à la folie de l'absolu (1) ». Ce terrible Génie peut être appelé par son nom le Génie du mal, Joseph de Maistre l'ayant déjà discerné en contemplant son ouvrage : « La Révolution française ne ressemble à rien de ce qu'on a vu dans les temps passés. Elle est satanique dans son essence (2) ».

Les rares députés qui n'étaient pas conduits par la Franc-Maçonnerie étaient plus ou moins imprégnés des utopies philosophiques du genevois anglomane J.-J. Rousseau. Or, pour Jean-Jacques, la « civilisation » seule corrompt les peuples : délivrez l'homme des liens traditionnels qui l'enserrent, aussitôt apparaîtra un être « bon en soi », libre, raisonnable. Aussi, est-ce de cet homme idéal, vivant à l'état individuel, que se préoccupèrent les députés, en commençant par rédiger la fameuse Déclaration des Droits de l'Homme, où ils affirmèrent que la loi est l'expression de la volonté générale. Cet article était la destruction de la constitution monarchique et catholique de la France (3) et Jean-Jacques, ayant pro-

(1) G. Gautherot : L'Assemblée Constituante p. 191.

(2) Considérations sur la France, X, § 3.

(3) « Des modernes, marchant sur les traces de ceux qui, au siècle dernier, se donnèrent le nom de philosophes, déclarent que toute puissance vient du peuple, qu'en conséquence ceux qui exercent le pouvoir dans la société ne l'exercent pas comme leur autorité propre, mais comme une autorité déléguée par le peuple et sous la condition qu'elle puisse être révoquée par la volonté du peuple, de qui ils la tiennent. Tout contraire est le sentiment des catholiques, qui font dériver le droit de commander de Dieu, comme de son principe naturel et nécessaire. Ceux qui président au gouvernement de la chose publique peuvent bien, en certains cas, être élus par la volonté et le jugement de la multitude.

clamé que : Il importe, pour bien avoir l'énoncé de la volonté générale, qu'il n'y ait pas de Société partielle dans l'Etat et que chaque citoyen n'opère que d'après lui (1), la destruction de tous les groupes sociaux, professionnels ou locaux devait logiquement en résulter : la Famille, l'Eglise, les Ordres religieux, les Corporations ouvrières, les Cours souveraines, les institutions municipales et provinciales, les Universités, etc., furent supprimés brutalement et dépouillés de leurs biens, perdirent tout droit propre, toute autonomie et toute existence légale : l'individu resta seul en face de l'Etat-dieu, comme l'esclave antique devant le dieu-César.

Les provinces n'acceptèrent pas sans protestation le découpage départemental qui était la mort de leur autonomie et de leurs libertés : la Provence, la Franche-Comté, le Dauphiné, la Bretagne, la Flandre, d'autres encore, protestèrent par l'organe de leurs Etats, contre le vote de leurs députés dont plusieurs furent même révoqués :

Si une assemblée, disait Mounier, rapporteur de la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné, dans son rapport daté du 17 décembre 1789, si une assemblée nationale, confondant tous les pouvoirs, s'emparant de tous les genres d'autorités renversait le trône et disposait à son gré de la liberté du peuple, quel moyen de salut resterait aux Français qui, séparés par de petites divisions, ne pourraient, dans aucune partie de l'empire, trouver un centre de ralliement, un ensemble de forces assez imposantes pour intimider la tyrannie.

Ces paroles prophétiques, d'un si solide bon sens, définissaient en quelques mots toute la tyrannique anarchie qui allait résulter pour la France du coup de force révolutionnaire contre ses provinces et contre ses éléments autonomes.

Toutes les masses du gros œuvre, dit Taine, appréciant l'œuvre de la Révolution terminée par Bonaparte, Code civil, Université, Concordat, Administration préfectorale et centralisée, tous les

sans répugnance ni opposition avec la doctrine catholique, mais si ce choix désigne le gouvernant, il ne lui confère pas l'autorité de gouverner ; il ne délègue pas le pouvoir : il désigne la personne qui en sera investie. ».

Encyclique du Pape Léon XIII, *Diuturnum illud*.

(1) Contrat social, I, II, § 3.

détails de l'aménagement et de la distribution concourent à un effet d'ensemble, qui est l'omnipotence de l'Etat, l'omni-présence du gouvernement, l'abandon de l'initiative locale et privée, la suppression de l'association volontaire et libre, la disparition graduelle des petits groupes spontanés, l'interdiction préventive des longues œuvres héréditaires, l'extinction des sentiments par lesquels l'individu vit au delà de lui-même dans le passé et dans l'avenir.

Le plus grand mal de la Révolution, dit d'autre part M. de Lavergne, ce n'est pas d'avoir versé à flot le sang de la nation entière, c'est d'avoir jeté entre les éléments de la société française des ferments de rancune, de haine et de vengeance qui empêchent encore un rapprochement dans l'intérêt commun. Personne n'a gagné à la Révolution, tout le monde y a perdu.

Néanmoins, l'absurdité du découpage de la France par départements et la nécessité du retour à la forme provinciale sont restées si évidentes, que au moment même où la guerre actuelle fut déclarée, la question se discutait de toutes parts ; mais l'Etat maçonnique et démocratique sentant le danger pour son omnipotence d'un retour aux anciennes traditions françaises, ne tarda pas à amorcer une contre-mine dans le but de faire pièce à ce retour à l'autonomie provinciale : il parla de diviser la France en un certain nombre de « régions » comprenant chacune plusieurs départements ; ce système reviendrait à nous doter de départements agrandis, comportant et multipliant tous les inconvénients de nos départements actuels : seules les provinces traditionnellement créées sont aptes à former les cadres pour le rétablissement de l'autonomie locale.

Mais c'est là une question qui ne pourra être efficacement discutée qu'en d'autres temps...

RAOUL SAINT-CLAIR.

Le Gérant : Flavien BRENIER.

Evreux. — Imp. de l'Eure, 6, rue du Meilet. — G. Poussin, D^r.

Flavien Brenier

VINS DE BORDEAUX

MAISON FONDÉE EN 1849

S. DEMAY DE CERTAN & C^{le}

47, rue Notre-Dame, BORDEAUX

Extrait du Prix courant Automne 1913

Vin rouge, bon ord. fr. 130 la barrique	Vin blanc, bon ord. fr. 135 la barrique
St-Emilionnais. . . fr. 150 —	Entre-Deux-Mers 1/2 sec fr. 150 —
Médoc. fr. 175 —	Graves, sec ou 1/2 doux fr. 180 —

Vins fins en fûts et en caisses. — Vins de Messe

MÉDOC-HOUSSEUX, 24, 30, 36 fr. la caisse de 12 bouteilles

Franco gares de France

A Jésus Adolescent

M^{ME} T. DEGRAND-MAGNAC

93, rue de Sèvres, 93 — PARIS

Objets de Piété — Petite lingerie d'Eglise
Spécialité d'Articles pour 1^{re} Communion.

Tailleur pour hommes

LEDEZ & VIGNAL

189, Boul. St-Germain, PARIS

Téléphone : 522-05

Comptabilité-Sténo-Dactylographie

LANGUES VIVANTES, Cours pour Dames et Jeunes Filles

M^{me} ACCARIE-GRANDPERRIN, 11, rue de la Cerisaie, Paris, Bastille

Téléphone : Archives 17.99. Demander Notice.

“ Comment gérer et faire fructifier son Capital ”

Manuel de Finance pratique (5^e édition), honoré d'une souscription des grands Etablissements de Crédit. — En vente chez les libraires et chez l'auteur, ALBERT GUÉNARD, 13, rue Rougemont, Paris, 2 fr. franco.

Bien des gens jugent l'instruction financière difficile à acquérir. Ils ont raison s'ils n'ont lu que des manuels théoriques. Leur opinion change dès qu'ils ont lu ce manuel pratique qui est une merveille de simplicité. En deux heures, il vous apprendra tout ce que vous ignorez : comment gérer vous-même votre capital, étudier la qualité d'un placement, découvrir les pièges des banques louches, éviter les embûches de la spéculation, etc. Il vous donnera le goût des questions financières et vous apprendra à faire fructifier votre avoir dans les limites possibles, sans tomber dans des illusions absurdes. Ce manuel vaut mille fois son prix : c'est l'avis de ceux qui le possèdent : ce sera le vôtre demain. Vous voudrez le relire après l'avoir lu. Alors vous serez émerveillé de ce qu'il vous aura dévoilé et de la confiance qu'il vous aura donnée en vous-même.

ALBERT GUÉNARD, BANQUIER. — Membre de l'Union Fraternelle
13, rue Rougemont. PARIS. TÉLÉPHONE CENTRAL 33, 49.

ASSOCIATION GÉNÉRALE

DES

Ambulances Automobiles

TÉL. 703-29

et TRACTION ANIMALE

TÉL. 703-29

Gardes-Malades à domicile — Massages — Ventouses

DÉSINFECTION D'APPARTEMENTS, LINGE, LITERIE

PARIS — Rue de Sèvres, 7 — PARIS

Maison de Santé, Convalescence, Cures d'air et repos à NOGENT (Seine) : 30, r. de Plaisance.

Téléphone : 257

Ouverte à tous les Médecins. — Chauffage central. — Électricité. — Service religieux. — Pavillon de retraite.

CHOCOLAT FOUCHER

126, Rue du Bac, PARIS

TÉLÉPHONE 703.09

SUCCURSALE : 38 Chaussée d'Antin, PARIS.

TÉLÉPHONE 271.0

EBENISTERIE-TAPISSERIE

DÉCORATION D'INTÉRIEURS

Georges GUIGNAUD

LOUIS AMOS, Succ^r

23, rue de la Pépinière, PARIS

TELÉPHONE : 234-38

(Près la gare Saint-Lazare.)

MAISONS RECOMMANDÉES

Par la « REVUE ANTIMAÇONNIQUE »

AFFAIRES IMMOBILIÈRES. —

Toutes opérations de ventes et achats
d'immeubles. Prêts hypothécaires Léopold
POUVREAU, 33, rue de Constantinople.

RAMLOT, 76, rue de Rennes, PARIS

— Tailleur Civil, Militaire, Ecclésiastique
Chemiserie, Bonneterie, Parapluies, Canes
Chapellerie, Ganterie.



3 7511 00559116 2